

600
600

400
400

RÉSULTATS FINANCIERS

Au 30 Juin 2021

Résultats au 30 Juin 2021 du Groupe CIH Bank

Chiffres sociaux

Dépôts clientèle : 53 MMDH (+5,6%) (*)
 Crédits clientèle : 55 MMDH (+3,6%) (*)
 PNB : +1.263 MDH (+ 11,6%) (**)
 RN : 268 MDH (+225%) (**)

Chiffres consolidés

Dépôts clientèle : 57 MMDH (+6,8%) (*)
 Crédits clientèle : 67 MMDH (+6,3%) (*)
 PNB : +1.501 MDH (+7%) (**)
 RNPG : +265 MDH (+479%) (**)

(*) Evolution par rapport à décembre 2020
 (**) Evolution par rapport à Juin 2020

Sous la Présidence de M. Lotfi SEKKAT, le Conseil d'Administration de CIH BANK s'est réuni le Mercredi 15 Septembre 2021 pour examiner l'activité et les résultats sociaux et consolidés au 30 Juin 2021, ainsi que les divers points inscrits à son ordre du jour.

Faits marquants du premier semestre 2021

Durant le premier semestre 2021, le Groupe CIH BANK a continué d'accompagner sa clientèle dans un contexte qui reste impacté par la crise sanitaire COVID-19. Ainsi, la Banque a contribué activement dans le financement de l'économie à travers d'une part, les produits « Damane relance » destinés à relancer l'activité des entreprises, particulièrement les TPME, et d'autre part, à travers le programme « Intelaka » visant l'accompagnement des jeunes entrepreneurs.

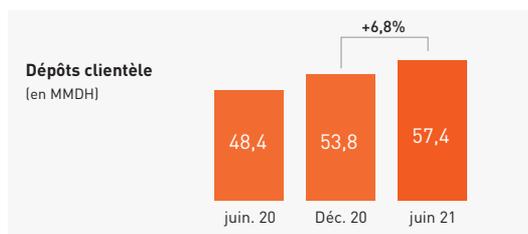
Ces réalisations ont été menées en maintenant le dispositif mis en place par la Banque en vue de protéger les collaborateurs, les clients et les différentes parties prenantes.

Sur le volet activité, CIH BANK poursuit sa dynamique commerciale en termes de collecte de dépôts et de distribution de prêts, à travers des offres axées sur le digital et adaptées aux besoins de la clientèle. Dans ce cadre, la Banque a lancé une nouvelle version de l'ouverture des comptes à distance selon un processus entièrement digitalisé, basé sur des technologies nouvelles, sécurisées et respectant les exigences réglementaires en vigueur.

Par ailleurs et pour une meilleure proximité vis-à-vis de sa clientèle, la Banque a poursuivi l'enrichissement de son canal digital avec de nouvelles offres et fonctionnalités de CIH Mobile et CIH Net, et a développé son réseau avec l'ouverture de 3 nouvelles agences.

Résultats commerciaux (Chiffres consolidés)

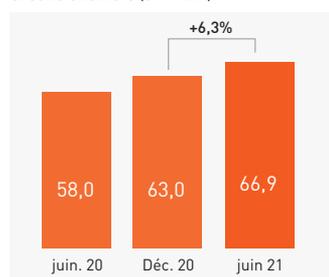
Avec une collecte nette de 3.7 MMDH, les dépôts clientèle progressent de +6.8% par rapport à Décembre 2020, et s'établissent à 57.4 MMDH. Sur base individuelle, ces dépôts sont composés essentiellement de ceux de CIH BANK à hauteur de 52.8 MMDH et de ceux d'Umnia BANK à concurrence 2.4 MMDH. Les ressources à vue constituent 77% de la collecte réalisée affichant ainsi une évolution de +8% par rapport à Décembre 2020 et une évolution de 26% par rapport à juin 2020.



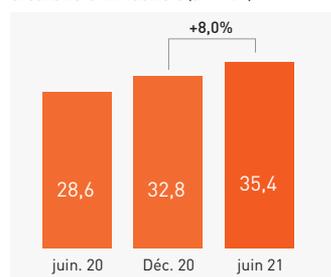
En hausse de 6.3% par rapport à Décembre 2020, les encours crédits consolidés ont atteint 66.9 MMDH. Sur base individuelle, les crédits de CIH BANK s'établissent à 54,3 MMDH, tandis que SOFAC et UMNIA BANK contribuent respectivement à hauteur de 8.5 MMDH et 4.1 MMDH.

Représentant 53% de l'encours des crédits consolidés, les crédits hors immobilier enregistrent une hausse de 8% par rapport à Décembre 2020, pour s'établir à 35,4 MMDH. La Banque consolide ainsi sa politique de diversification des emplois clientèle.

Crédits clientèle (en MMDH)



Crédits hors immobiliers (en MMDH)

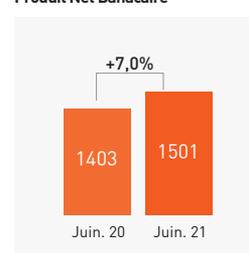


Le total bilan consolidé s'établit à 95.2 MMDH en progression de 6.3% par rapport à décembre 2020.

Indicateurs de rentabilité

Le PNB consolidé s'élève à 1 500.6 MDH en accroissement de +7% par rapport à Juin 2020. Cette évolution résulte principalement de la progression de la marge nette d'intérêt de 23.1% sous effet de la croissance de l'activité commerciale.

Produit Net Bancaire



En social, le produit net bancaire de CIH BANK s'établit à 1 263.4 MDH, en croissance de +11.6% par rapport à Juin 2020.

Le résultat brut d'exploitation consolidé s'établit à 652.9 MDH en hausse de +48.7% par rapport à Juin 2020.

Le coût du risque en consolidé s'établit à 221 MDH affichant une baisse de -46,7% par rapport à Juin 2020. Ainsi, le taux du coût du risque est de 0.31% contre 0,68% une année auparavant.

En social, le coût du risque s'élève à 176.1 MDH soit une baisse de - 42,1%, correspondant à un taux de coût du risque de 0.30% contre 0,53% en Juin 2020.

Le Résultat Net Part du Groupe s'établit à 264.6 MDH à fin Juin 2021 contre 45.7 MDH à fin juin 2020 (hors don au fond COVID, le RNPG à fin juin 2020 s'établirait à 140,2 MDH).

En social, le résultat net à fin Juin 2021 s'élève à 267.7 MDH contre 82.4 MDH par rapport à la même période en 2020 (hors don au fond COVID, le résultat net à fin juin 2020 s'établirait à 129,6MDH).

Décision du Conseil

A l'issue de la présentation des résultats semestriels et après avoir entendu les rapports des Comités d'Audit et des Risques ainsi que les rapports des Commissaires aux Comptes, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes sociaux et consolidés au 30 juin 2021.

Le Conseil d'Administration note avec satisfaction les performances commerciales et financières réalisées par la Banque courant le premier semestre 2021.

Le Conseil d'Administration félicite l'ensemble des équipes du Groupe CIH BANK pour leur engagement et leur mobilisation en faveur des clients.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 30/06/2021

En application de la circulaire n° 56/G/2007 émise par Bank Al Maghrib en date du 08 octobre 2007, notamment l'article 2 relatif à la date d'entrée en vigueur du chapitre 4 « Etats financiers consolidés », les états financiers consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales IAS/IFRS.

Pour établir et publier les présents états financiers consolidés, le Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier applique :

- Les dispositions du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) publié en date du 08 octobre 2007 ;
- Le référentiel de l'IASB (International Accounting Standards Board), qui comprend :
 - Les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs annexes et guides d'application ;
 - Les interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretation Committee) et SIC (Standards Interpretation Committee).

NORMES, PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES PAR LE GROUPE

Bases d'évaluation

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers de dirhams, arrondis au millier le plus proche. Ils sont établis sur la base des conventions de la juste valeur et du coût historique :

- Juste valeur : pour les actifs financiers à la juste valeur par résultat, les actifs financiers à la juste valeur par Capitaux Propres et les instruments dérivés.
- Coût : pour les autres actifs financiers tels que les prêts et créances et les dettes
- Coût : pour les autres actifs et passifs non financiers

Bases de présentation

Les états financiers du Groupe sont présentés en retenant le modèle IFRS préconisé par Bank Al Maghrib au niveau du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Méthodes d'évaluation

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles portent essentiellement sur les logiciels acquis. Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatées depuis leur date d'acquisition.

Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur. Certaines catégories d'actifs telles que les terrains et constructions sont évaluées à la juste valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné qui sont alors immobilisés. Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

Immeubles et constructions Exploitation :

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvre, terrassement	50
Catégorie B	Façade, menuiserie, revêtements et aménagements extérieurs, faux plafond	30
Catégorie C	Étanchéité, électricité, pré-cablage	15
Catégorie D	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, réseau téléphonique	10

Pour l'évaluation d'une immobilisation corporelle, une entité doit choisir une des méthodes suivantes :

Le modèle du coût amorti correspond au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeurs. Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers et possédant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chacun des composants est amorti de façon systématique sur sa durée d'utilité propre, de manière à refléter le rythme de consommation des avantages économiques.

Le modèle de la réévaluation peut être retenu lorsque la juste valeur des immobilisations corporelles peut être déterminée de manière fiable. Le montant comptabilisé dans ce cas correspond à la juste valeur de l'immobilisation à la date de réévaluation diminuée du cumul des amortissements

ultérieurs et des pertes de valeur. La fréquence de la réévaluation dépend des fluctuations de la juste valeur des immobilisations. Lorsque la juste valeur d'un actif réévalué diffère significativement de sa valeur comptable, une nouvelle réévaluation est nécessaire.

Cette méthode est appliquée à une catégorie d'actifs, dont la fréquence de la réévaluation dépend des fluctuations de la juste valeur desdites immobilisations.

La juste valeur : correspond au prix qui serait perçu à l'occasion de la vente d'un actif ou le prix qui serait payé pour transférer une dette, dans le cadre d'une opération conclue à des conditions normales par des intervenants de marché, à la date de l'évaluation.

La valeur résiduelle : correspond au prix actuel de l'actif en tenant compte de l'âge et de l'état prévisible de l'immobilisation à la fin de sa durée d'utilité.

La durée d'utilité : désigne la période pendant laquelle l'entité s'attend à utiliser un actif. L'amortissement débute quand cet actif est disponible pour être utilisé. Par conséquent, l'amortissement cesse quand l'actif est sorti du bilan. La base amortissable correspond au coût de l'actif (ou montant réévalué) diminué de sa valeur résiduelle.

Note Changement de méthode comptable :

CHANGEMENT DE METHODE D'ÉVALUATION DES TERRAINS ET CONSTRUCTIONS:

Le changement de méthode d'évaluation de la catégorie terrains et constructions des immobilisations corporelles, a été opéré le 01.01.2020. Le modèle retenu est celui de la juste valeur (modèle de réévaluation) en remplacement du coût amorti conformément aux normes IAS 8, IAS 16 et IFRS 13. L'impact de ce changement de méthode sur les capitaux propres par du Groupe au 01.01.2020 est de 80 MDH.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, le Groupe CIH a prévu de réévaluer par inventaire tournant l'ensemble des actifs significatifs du Groupe relevant de la même catégorie.

IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les immeubles de placement sont les biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers, pour valoriser le capital ou les deux, plutôt que pour les utiliser dans la production et la fourniture de biens et de services ou à des fins administratives ou les vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40, les immeubles de placement sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

Les amortissements des immeubles de placement sont pratiqués selon le mode linéaire en fonction des durées d'utilité suivantes :

Immeubles et constructions Hors Exploitation

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvres terrassement, structure métallique	50
Catégorie B	Menuiserie, revêtement, cloisons amovibles et aménagement extérieurs	15
Catégorie C	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, équipements cuisines, étanchéité, électricité	15
Catégorie D	Équipements hôteliers, mobiliers, équipements piscine, peinture	5

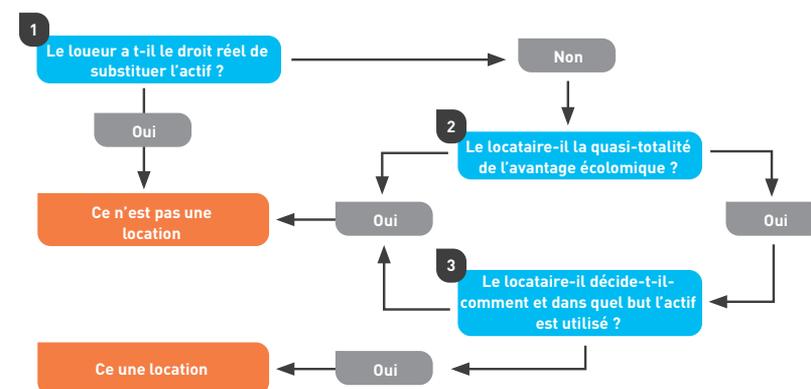
CONTRATS DE LOCATION

La norme IFRS 16 « Contrat de Location » remplace la norme IAS 17 à compter du 1er janvier 2019. Elle modifie la comptabilisation des contrats de location.

Pour tout contrat de location simple et de financement, le preneur devra reconnaître à son bilan un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué et une dette représentative de l'obligation de paiement des loyers. Dans le compte de résultat, la charge d'amortissement de l'actif est enregistrée au compte de résultat sur la ligne « Charges des autres activités » ainsi que la charge d'intérêt sur la dette.

Options retenues :

Pour identifier les contrats de location qui entrent dans le périmètre de la norme, voici les critères retenus :



EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 30/06/2021

Le Groupe a utilisé les deux mesures de simplification proposées par la norme IFRS 16 portant sur les contrats à court terme (durée de 12 mois ou moins) et sur les contrats à actifs sous-jacents de faible valeur, dont la valeur est inférieure ou égale au seuil proposé par l'IASB, à savoir 5000 USD.

Durée retenue : La durée pendant laquelle le Groupe a généralement utilisé des types particuliers de biens (loués ou détenus en propre) auparavant et les raisons économiques sous-jacentes ont été utilisées pour déterminer si le groupe a la certitude raisonnable d'exercer une option ou de ne pas l'exercer.

Le passif lié au contrat de location est égal à la valeur actualisée des paiements de loyers et des paiements estimés à la fin du contrat (pénalités de résiliation le cas échéant et la garantie de la valeur résiduelle si applicable).

Le taux utilisé pour l'actualisation de ces paiements est le taux d'endettement marginal qui correspond au taux de refinancement sur le marché financier sur des durées équivalentes à celles des dettes locatives

TEST DE DEPRECIATION ET PERTES DE VALEUR DES ACTIFS

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le Groupe examine au moins une fois par an les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ces actifs ont pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

Les Goodwill et immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Un test de dépréciation complémentaire est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur a pu être identifié.

Lorsque la valeur recouvrable d'une unité génératrice (UGT) de trésorerie est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée en résultat. Cette perte de valeur est affectée en premier lieu à la valeur du goodwill au bilan. Le reliquat est affecté au reste des actifs inclus dans l'UGT au prorata de leurs valeurs comptables.

La valeur recouvrable des UGT est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une période de 5 ans et le calcul d'une valeur terminale. Le calcul de cette valeur est effectué via la projection du cash flow normatif à l'infini. Le taux d'actualisation retenu est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré du capital.

JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par la norme IFRS 13. Celle-ci correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classification soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE), soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

• **Niveau 1 :** justes valeurs correspondant à des cours sur des marchés actifs. Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif.

• **Niveau 2 :** justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1. Sont présentés en niveau 2 les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs) et fondée sur des données de marché observables ;

• **Niveau 3 :** justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité.

INSTRUMENTS FINANCIERS

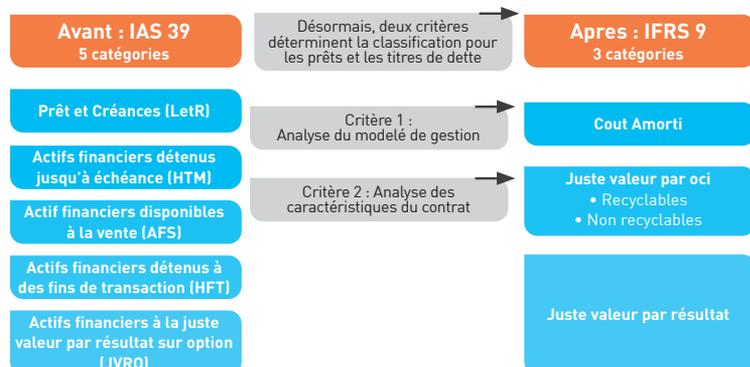
La norme IFRS 9 « Instruments financiers », remplace la norme IAS 39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation » dès le 1er janvier 2018. Elle modifie en profondeur les règles actuelles de classement et d'évaluation des instruments financiers, ainsi que le modèle de dépréciation applicables à ces actifs. Elle aligne également davantage la comptabilité de couverture et la gestion des risques des entreprises.

Méthodologie de classification et d'évaluation des actifs financiers :

Les éléments saillants apportés par la norme consistent en :

- La réduction du nombre de catégories d'actifs : trois au lieu des quatre proposées par IAS 39 (coût amorti, juste valeur par capitaux propres et juste valeur par résultat, qui devient la catégorie par défaut) ;
- La classification selon deux critères : le modèle de gestion et les caractéristiques des flux de trésorerie des actifs financiers considérés.

Liens entre le classement sous IAS 39 et le classement sous IFRS 9 :



Le premier critère vise à comprendre la manière dont sont gérés, par le métier, les actifs au niveau du portefeuille. Le modèle de gestion correspond à la stratégie de gestion définie par le management.

L'établissement détermine le modèle de gestion selon l'une des trois options définies par la norme :

- La collecte des flux de trésorerie contractuels soit le modèle de gestion « Collecte » ;
- La collecte des flux contractuels et la vente des actifs soit le modèle de gestion « Collecte et Vente » ;
- Les autres intentions de gestion soit le modèle de gestion « Autre / Vente ».

		Modèle de gestion		
		Collecte	Collecte et vente	Autre-Vente
Test SPPI*	Satisfaction	Coût amorti	Juste valeur par OCI recyclables	Juste valeur par résultat
	Non satisfaction	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat

(* Le test SPPI permet d'analyser les caractéristiques des flux de trésorerie d'un contrat/produit et d'apprécier la regard des dispositions de la norme) si ceux-ci sont composés uniquement du remboursement du principal et d'intérêts sur le principal restant dû.

La grille d'analyse du modèle de gestion, grille dédiée à la première application de la norme IFRS 9, permet de documenter le modèle de gestion, selon les critères IFRS 9, en considérant notamment les axes suivants :

- Description de la nature d'activité de chaque portefeuille : stratégie, intention de gestion, catégories d'instruments utilisés ;
- Analyse des opérations de cession ;
- Analyse des indicateurs de performance de l'activité. Cette grille d'analyse est renseignée par portefeuilles homogènes.

Dépréciation des actifs sous IFRS 9

Le modèle de dépréciation prévoit d'une part, l'anticipation des pertes en se basant sur les pertes attendues (ECL) et d'autre part, la prise en compte de prévisions macro-économiques dans la détermination des paramètres de risque (Forward looking).

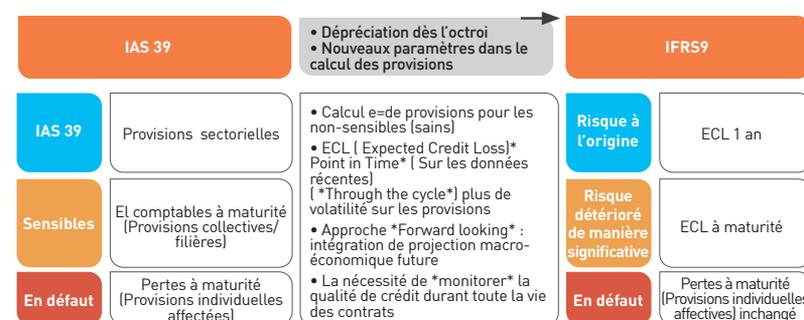
Le périmètre d'application du modèle de dépréciation d'IFRS 9 concerne l'ensemble des prêts et des créances de la banque (Bilan et Hors Bilan) comptabilisés au coût amorti. Ainsi, le périmètre d'application de la norme IFRS 9 pour le CIH concerne :

- Les créances envers la clientèle
- Les créances envers les établissements bancaires
- Le portefeuille titres

S'agissant des créances à la clientèle, celles-ci sont définies selon une segmentation reposant sur la cartographie risques de crédit arrêtée par la banque. Elle est déclinée par typologie d'activité :

Banque des Particuliers et des Professionnels (BPP), Banque de l'Immobilier (BI) et Banque de l'Entreprise (BE).

L'apport structurant de la norme IFRS 9 induit de nouvelles règles de provisionnement et de comptabilisation des pertes attendues, et ce dès l'origine du crédit. Cette nouvelle approche apporte une complexité qui consiste en l'estimation des pertes attendues « Expected Credit Loss » (ECL), calculées dans le cadre du provisionnement pour chacune des 3 phases de la vie de l'instrument.



Dans le cadre de l'IFRS 9, le portefeuille est segmenté en trois Buckets en utilisant la notion de dégradation significative depuis l'origine :

• **Bucket 1** (Encours pour lesquels le risque de crédit n'a pas augmenté significativement depuis la comptabilisation initiale) → Comptabilisation d'une dépréciation égale aux pertes attendues suite à un défaut qui interviendrait dans une période de 12 mois après la clôture comptable.

• **Bucket 2** (Encours pour lesquels le risque de crédit a augmenté significativement depuis la comptabilisation initiale) → Comptabilisation d'une dépréciation égale aux pertes attendues suite à un défaut qui interviendrait sur la maturité du crédit.

• **Bucket 3** (Encours des crédits douteux ou litigieux ou créances en défaut) → Comptabilisation d'une dépréciation égale aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'actif financier.

DECOMPTABILISATION D'ACTIFS OU DE PASSIFS FINANCIERS

Un actif financier tel que défini par la norme IAS 32 « Instruments financiers : présentation » est sorti du bilan en tout ou en partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.

Le Groupe décomptabilise un passif financier seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, est annulée ou est arrivée à expiration.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 30/06/2021

DETTES

Les dettes émises par le Groupe sont enregistrées initialement à leur coût qui correspond à la juste valeur des montants empruntés nets des frais de transactions. Ces dettes sont évaluées en date de clôture à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont enregistrées au bilan en Dettes envers les établissements de crédits, en Dettes envers la clientèle ou en Dettes représentées par un titre.

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements. Ces titres intègrent les opérations de pension, matérialisée par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Dans le cas des dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les titres de créances émis comprennent les dettes représentées par des titres cessibles émis par le Groupe CIH (certificats de dépôt, obligations, Bons HBM,...), à l'exception des bons de caisse et des dettes subordonnées.

Les dettes subordonnées comprennent les dettes émises par le Groupe CIH (tels que les emprunts obligataires subordonnés). Le remboursement desdits emprunts subordonnés, en cas de liquidation, ne peut intervenir qu'après le désintéressement de tous les autres créanciers.

COMPTES DE REGULARISATION ET AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

Comptes de régularisation et autres actifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, les charges constatées d'avance et les produits à recevoir. Les autres actifs comprennent, notamment, les créances sur le personnel, les créances sur les organismes sociaux, les sommes dues par l'Etat (hors actifs d'impôt exigible et différé), les valeurs et emplois divers et les comptes de débiteurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes de l'actif.

Comptes de régularisation et autres passifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, produits constatés d'avance et charges à payer. Les autres passifs comprennent, notamment, les dettes envers le personnel, les dettes envers les organismes sociaux, les sommes dues à l'Etat (hors passifs d'impôt exigible et différé) et les comptes de créditeurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes du passif.

ACTIFS ET PASSIFS EVENRTUELS

Actifs éventuels

Un actif éventuel est un actif potentiel résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe. Les actifs éventuels ne sont pas comptabilisés par le Groupe CIH mais font l'objet d'une communication de cette éventualité d'entrée d'avantages économiques, lorsque leur montant est significatif.

Passifs éventuels

Un passif éventuel est :

- Une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;
- ou
- Une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car :
 - Il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ;
 - ou
 - Le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés (sauf dans le cadre d'un regroupement d'entreprise conformément à la norme IFRS 3) mais font l'objet d'une communication en notes annexes lorsque leur montant est significatif.

AVANTAGES AU PERSONNEL

Le Groupe CIH offre un certain nombre d'avantages à ses employés et portant essentiellement sur les éléments suivants :

- Prime de fin de carrière ;
- Prime d'ancienneté ;
- Indemnité de départ à la retraite anticipé.

Régimes à prestations définies

L'engagement porte sur un montant ou niveau de prestations prédéfini.

La méthode des unités de crédit projetées est utilisée pour les régimes à prestations définies. Cette méthode permet d'imputer, au compte de résultat, le coût de la prestation sur la durée d'activité prévue du salarié.

La méthode dite du « corridor » a été supprimée à partir du 1^{er} janvier 2013 avec l'obligation de reconnaître les écarts actuariels en capitaux propres (autres éléments du résultat global) et avec l'application d'une table de mortalité prospective.

Régimes à cotisations définies

Dans le cas de régimes à cotisations définies, le montant est comptabilisé en charge de l'exercice. L'obligation du Groupe CIH se limite à payer le montant que le groupe a accepté de verser aux organismes de prévoyance sociale pour le compte des salariés.

Indemnités de départ à la retraite anticipé

Une provision pour indemnités de fin de contrat de travail doit être comptabilisée dans le seul cas où le Groupe est fermement engagé à mettre fin à l'emploi avant la date normale de mise à la retraite ou à octroyer des indemnités de fin de contrat de travail dans le cadre d'une offre faite pour encourager les départs volontaires. Le CIH doit avoir un plan formalisé et détaillé de licenciement sans possibilité réelle de se rétracter.

Principales hypothèses retenues	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages long terme	
	31-Déc-20	31-Déc-19	31-Déc-20	31-Déc-19
Hypothèses (moyennes pondérées)	-	-	-	-
Taux d'actualisation	4.40%	4.70%	3.50%	3.60%
Taux d'augmentation des salaires	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%
Rendement attendu à long terme des actifs	-	-	-	-
Nombre de bénéficiaires :	-	-	-	-
- Actifs	2192	2208	2192	2208
- Retraités	-	-	-	-
Composition de l'actif de régime	-	-	-	-

Le passif résultant des avantages au personnel est égal à la valeur actualisée des flux de paiements futurs estimés. Ce calcul prend en compte les hypothèses actuarielles et démographiques. Le taux d'intérêt utilisé pour l'actualisation est celui des bons de trésors augmenté d'un spread de risque situé entre 1,0% et 1,5%. Les bons de trésors retenus sont ceux qui ont une échéance équivalente à l'échéance moyenne du passif résultant des avantages au personnel. Ainsi, pour les indemnités de départ et l'ancienneté, les maturités respectives suivantes ont été retenues : 15 ans et 7 ans.

IMPOTS DIFFERES

La norme IAS 12 impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice. Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision soit dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres. Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

IFRIC 23

IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux » est une interprétation qui précise la manière dont les risques liés aux impôts sur le résultat doivent être présentés dans les comptes annuels.

Elle clarifie les dispositions d'IAS 12 « Impôt sur le résultat » concernant la comptabilisation et l'évaluation, lorsqu'une incertitude existe sur le traitement de l'impôt sur le résultat.

IFRIC 23 donne le choix aux entreprises d'appliquer la norme, pour la première fois au 1er janvier 2019, selon l'une des deux approches suivantes :

- Approche totalement rétrospective selon la norme IAS 8, si une entité peut le faire sans avoir recours à des connaissances a posteriori ;
- Approche partiellement rétrospective, avec prise en compte de l'effet cumulatif de la première application dans le RAN ou dans d'autres éléments appropriés des capitaux propres du bilan d'ouverture ;

Le Groupe CIH a opté pour l'approche rétrospective partielle en comptabilisant l'effet cumulatif de l'application initiale dans les capitaux propres du bilan d'ouverture.

PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES TIRES DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » remplace les normes IAS 11 « Contrats de construction », IAS 18 « Produits des activités ordinaires », ainsi que toutes les interprétations liées IFRIC 13 « Programmes de fidélisation de la clientèle », IFRIC 15 « Contrats de construction de biens immobiliers », IFRIC 18 « Transferts d'actifs provenant de clients » et SIC 31 « Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité ».

Pour la première application de la norme IFRS 15, CIH BANK a choisi la méthode rétrospective modifiée sans comparatif au niveau de l'exercice 2017.

L'application de la norme IFRS 15 n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat et les capitaux propres.

PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

Les passifs éventuels, hors regroupement d'entreprises ne sont pas provisionnés. La mention en annexe est obligatoire lorsque le passif ou l'actif éventuel est significatif.

PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

PRODUITS NETS DE COMMISSIONS

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Les commissions rémunérant des services continus, telles certaines commissions et frais de dossiers relatifs à l'octroi de crédit, sont en principe étalés en résultat sur la durée de la prestation rendue. Les commissions rémunérant des services ponctuels, telles les commissions relatives aux droits de garde sur titres en dépôt, ou les commissions sur gestions de titres, sont intégralement enregistrées en résultat, quand la prestation est réalisée, au niveau de la rubrique Produits de commissions- Prestation de services et autres.

Compte tenu de l'impact non significatif des commissions, la banque n'a pas procédé à leur étalement.

FRAIS DE PERSONNEL

La rubrique frais de personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment les rémunérations du personnel, les provisions au titre des avantages à long terme et indemnités de départ, ainsi que les charges sociales y afférentes.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 30/06/2021

COUT DU RISQUE

La rubrique « coût du risque » comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations pour risques de contrepartie et provisions pour litiges. Les dotations nettes aux provisions sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

RESULTAT DES AUTRES ACTIVITES

Produits des autres activités

Il s'agit des produits provenant des autres activités à l'exclusion de ceux ayant le caractère d'intérêt ou la nature de commission. Il s'agit notamment, des produits des opérations de location-financement, d'exploitation directe générés par les unités hôtelières du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier, des produits sur opérations de promotion immobilière et des produits liés aux immeubles de placements (reprises de dépréciation, variations de valeur positives et autres produits).

Charges des autres activités

Il s'agit des charges provenant des autres activités à l'exclusion de ceux ayant le caractère d'intérêt ou la nature de commission. Il s'agit notamment, des charges des opérations de location-financement, des activités hôtelière des filiales, des charges sur opérations de promotion immobilière et des charges liées aux immeubles de placements (dotations aux amortissements, variations de valeur négatives et autres charges).

IMPÔT SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt de l'exercice correspond à la somme des deux composantes suivantes : impôt exigible et impôt différé. L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice. La charge (ou le produit) d'impôt différé correspond aux montants d'impôts sur le résultat payables (ou recouvrables) au cours de périodes futures au titre de différences temporelles imposables (ou déductibles).

RESULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions éventuelles d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Afin d'élaborer le tableau des flux de trésorerie, la trésorerie est l'équivalent de trésorerie comprennent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont établis trimestriellement à partir des comptes individuels du Crédit Immobilier et Hôtelier et de toutes les entités sur lesquelles il exerce un contrôle ou une influence notable.

Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le fait de détenir le pouvoir sur l'entité, d'être exposé ou de bénéficier de droits sur les rendements variables vu l'implication dans l'entité et enfin, le fait d'avoir la capacité d'influer sur ces rendements eu égard du pouvoir détenu. Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse.

La quote-part de résultat net et de capitaux propres revenant aux tiers vient respectivement en déduction du résultat net et des capitaux propres de l'ensemble consolidé et est présentée sur la ligne « intérêts minoritaires ».

Participations dans les entreprises associées

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus.

Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût, ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité détenue, et des éventuelles pertes de valeurs de la participation nette. Les pertes d'une entité consolidée selon la méthode de la mise en équivalence qui excèdent la valeur de la participation du groupe dans cette entité ne sont pas comptabilisées, sauf si :

- Le groupe a une obligation légale ou implicite de couvrir ces pertes ;
- ou
- Le groupe a effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill mais n'est pas présenté au bilan parmi les autres goodwill du Groupe. Ce dernier est, en effet, inclus dans la valeur comptable de la participation mise en équivalence et est testé pour dépréciation dans la valeur comptable totale de la participation. Tout excédent de la quote-part du groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer une influence notable ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées au plus bas de leur valeur d'équivalence à la date de sortie de périmètre ou de leur valeur d'utilité.

Retraitements de consolidation

Toutes les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).

Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

Date de clôture

Toutes les entités du Groupe sont consolidées à partir de comptes annuels au 31 décembre, semestriels au 30 juin ou trimestriels au 30 mars et au 30 septembre.

Une liste des entités consolidées par le Groupe à la date de clôture est fournie en annexe.

Regroupements d'entreprises

Le Groupe retient la méthode de l'acquisition afin de comptabiliser ses regroupements d'entreprise. Le coût d'acquisition comprend, à la date du regroupement, les éléments suivants :

- La juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis ;
- Les éventuels instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entité acquise ;
- Les actifs, passifs, passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui répondent aux critères de comptabilisation énoncés par la norme IFRS 3 sont comptabilisés à la juste valeur à l'exception des actifs (ou groupe d'actifs), répondant aux dispositions de la norme IFRS 5 pour une qualification d'actifs non courants destinés à être cédés, alors comptabilisés et évalués à la juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la vente.

Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Le goodwill ou « écart d'acquisition » correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables. Il suit les principes définis dans le paragraphe « Goodwill ».

Goodwill

Le goodwill ou « écart d'acquisition » représente l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise.

Le goodwill est comptabilisé à l'actif du bilan. Il n'est pas amorti et fait l'objet de test de pertes de valeur annuel ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Les pertes de valeur enregistrées ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise ultérieure.

Lorsque la quote-part de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquise excède le coût d'acquisition, un écart d'acquisition négatif est immédiatement comptabilisé en résultat, et ce après revue et ré-estimation de l'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Lors de la cession d'une filiale, le montant du goodwill attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1er janvier 2007, le goodwill est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains. Le classement et le traitement des regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1er janvier 2007 n'ont pas été modifiés à l'occasion de l'adoption des normes IFRS au 1er janvier 2007 conformément aux dispositions de la norme IFRS 1.

Recours à des estimations

Certains montants comptabilisés dans les comptes consolidés reflètent les estimations et les hypothèses émises par la Direction notamment lors de l'évaluation en juste valeur des instruments financiers et lors de l'évaluation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles, des dépréciations d'actifs et des provisions.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Provisions pour dépréciation des créances clients ;
- Goodwill ;
- Provisions pour risques et charges ;
- Avantages au personnel.

OPERATIONS DE TITRISATION

La titrisation est une technique financière permettant à un établissement de crédit de vendre ses créances en les transformant en titres liquides et négociables. L'établissement cédant, vend un lot de créances à une structure 'Entité Structurée' : le Fonds de Placement Collectif en Titrisation (FPCT).

Le FPCT émet des parts représentatives de ces créances. Ces parts sont placées auprès d'investisseurs. Les créances s'amortissent, et les flux ainsi générés, intérêt comme capital, sont rétrocédés au FPCT par le recouvreur. Les sommes ainsi versées sont affectées au remboursement et à la rémunération des parts.

Le Fonds est couvert contre les risques de défaillance des débiteurs par un ensemble de garanties et de sûretés telles que les sûretés réelles attachées aux créances, la constitution du Fonds de réserve, l'émission de la part résiduelle et enfin les avances techniques.

La Titrisation est une technique financière qui offre plusieurs avantages et opportunités dans des conditions normales du marché et des banques.

En effet, la Titrisation est un moyen efficace pour essentiellement :

1. Augmenter la capacité de financement d'un établissement : La Titrisation est un moyen qui permet d'alléger le bilan et de réaliser une économie en fonds propres pour le CIH. C'est une alternative efficace à l'augmentation du capital et au financement obligataire.
2. Gérer les risques de crédit, de liquidité et de taux ;
3. Profiter des opportunités que le marché offre et améliorer ainsi la rentabilité de la banque.

Le CIH a initié la création du premier fonds de titrisation au Maroc permettant d'externaliser le risque de crédit et de ne conserver que les avantages y afférents. Le premier FPCT a été émis par le CIH en avril 2002, portant sur un montant de 500 millions de dirhams, le deuxième Fonds a été émis en juin 2003, portant sur un montant de 1 000 millions de dirhams, le troisième fonds a été émis en décembre 2008 portant sur 1 500 millions de dirhams et le quatrième fonds a été émis en avril 2014 portant sur un montant de 1 200 millions de dirhams.

En normes IFRS, les Fonds de Placement Collectifs en Titrisation constituent des entités structurées au sens des dispositions de l'IFRS 10, et à ce titre font l'objet d'une consolidation. Les principaux éléments de ces fonds sont récapitulés comme suit :

FPCT	Nature des actifs	Année de création	Nominal à l'origine*	Solde au 30/06/2021*
Créditlog III	Prêts hypothécaires	2008	1.500	238.8

* En millions de dirhams

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 30/06/2021

SECTEURS OPERATIONNELS

La norme IFRS 8 préconise aux entités de fournir des informations qui permettent aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la nature et les effets financiers des activités auxquelles elles se livrent et les environnements économiques dans lesquels elles opèrent. Les secteurs opérationnels du Groupe CIH comprennent :

- L'activité banque ;
- L'activité de crédit-bail et de crédit à la consommation (activité portée essentiellement par les filiales SOFAC et Maroc Leasing) ;
- Autres activités : hôtellerie, courtage en assurance, ...etc.

RISQUES LIES AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

PARTIE I : GOUVERNANCE ET GESTION DES RISQUES AU SEIN DU CIH

Le dispositif de gestion des risques du CIH s'inscrit dans le cadre du respect des dispositions réglementaires émises en la matière par le régulateur national.

Ce dispositif se fixe comme objectif d'assurer une veille permanente concernant les meilleures pratiques en matière de gestion des risques afin d'en assurer le déploiement progressif de manière à garantir un équilibre permanent entre le développement des activités du CIH et la maîtrise des risques y afférents.

I. GOUVERNANCE DES RISQUES

Le mode de gouvernance de la banque a connu une évolution au cours du 1er semestre 2009 qui s'est matérialisé à travers :

• La transformation juridique du CIH en SA à Conseil d'Administration :

Après promulgation de la loi ayant modifié la loi n° 17/95 relative aux sociétés anonymes, et afin de tirer profit de ses apports en matière de gouvernance, et sur proposition du Conseil de Surveillance, l'Assemblée Générale Mixte du 28 05 2009 a décidé la transformation juridique du CIH en Société Anonyme à Conseil d'Administration, effective à partir de la date du 28 mai 2009 et l'adoption de nouveaux statuts de la banque.

• Modalité d'exercice de la Direction Générale :

- Conformément à la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la Loi 20-05 promulguée par le Dahir n°1-08-18 du 23 mai 2008 et conformément aux nouveaux statuts adoptés par l'Assemblée Générale Mixte du 28 Mai 2008, le Conseil d'Administration décide que la direction générale de la société sera assumée, sous sa responsabilité, par un Directeur Général.
- Conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes, Le Conseil d'Administration du 07 Octobre 2009 a décidé que le mode d'exercice de la Direction Générale est dorénavant exercé par un Président Directeur Général.
- L'Assemblée Générale du 11 Novembre 2009 a pris acte que le mode d'exercice de la Direction Générale choisi par le Conseil d'Administration en date du 28 mai 2009 est modifié par le Conseil d'Administration du 07 Octobre 2009 conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes.

Le système de gouvernance des risques adopté par CIH BANK s'inscrit dans le respect des dispositions émises en la matière par Bank Al-Maghrib, notamment les circulaires et directives portant sur le contrôle interne et sur la bonne Gouvernance des établissements de crédit.

Rôle du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est responsable en dernier ressort de la solidité financière de CIH BANK. Il arrête les orientations stratégiques de la banque et assure la surveillance de la gestion de ses activités.

Il approuve, sur proposition du Président Directeur Général, la stratégie globale de CIH BANK et sa politique de gestion des risques.

Il s'assure de la mise en œuvre, par le Président Directeur Général, d'un système de mesure, de maîtrise, de surveillance et de contrôle des risques et valide les limites globales d'expositions aux risques fixées par la Direction Générale.

Le Conseil d'Administration est tenu régulièrement informé des expositions aux risques de CIH BANK à travers, notamment, le Comité des Risques et le Comité d'Audit.

Rôle de la direction générale

La Direction Générale est responsable de la mise en œuvre de la stratégie risque fixée par le Conseil d'Administration. Elle décline cette stratégie en politique et limites et veille à leur application dans les processus de gestion et d'allocation des fonds propres.

La Direction Générale définit les pouvoirs, les responsabilités et les compétences des différentes entités impliquées dans la gestion des risques et s'assure de la mise en place d'un système de contrôle interne indépendant et efficient.

Elle s'assure de l'existence d'un système de Reporting approprié qui lui permet de disposer d'informations pertinentes et régulièrement mises à jour sur l'exposition de CIH BANK aux différents risques.

La Direction Générale se fait assister dans ces missions par des structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle et par des Comités spécialisés de suivi et de surveillance des risques.

Rôle des structures et Comités spécialisés dans la gestion des risques et le contrôle

Le dispositif de gestion des risques et de contrôle interne est organisé autour de plusieurs structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle des aspects réglementaires et des normes et procédures internes. Ces structures rendent compte régulièrement à des Comités relevant de la Direction Générale en charge du suivi des aspects risques et contrôles.

Structures et Organisation

Le Dispositif de gestion des risques est organisé comme suit :

- La Direction Gestion et Contrôle des Risques, La Direction Risque Opérationnel et Contrôle permanent, la Direction des Engagements et le Pôle Recouvrement sont rattachés à La Gestion Globale des Risque et Recouvrement.
- La Direction Contrôle de gestion et ALM est rattachée aux Finances, Services à la Clientèle & Canaux Alternatifs.
- L'entité Lutte Anti Blanchiment est rattachée au Pôle Conformité.
- L'entité Sécurité des Systèmes d'Information est rattachée à la DSI.
- Le Contrôle périodique est pris en charge par le Pôle Audit et Inspection Générale.

Les Comités relevant de la Direction Générale

- Le Comité de Management des Risques ;

- Le Comité Contrôle Interne ;
- Le Comité Risques Opérationnels et Contrôle Permanent ;
- Le comité de pilotage des risques de crédit ;
- Le Comité des Engagements ;
- Le Comité de Recouvrement ;
- Le Comité de Suivi des Risques sensibles ;
- Le Comité de Suivi des Affaires Spéciales ;
- Le Comité de Suivi du Contentieux ;
- Le Comité de Provisionnement ;
- Le Comité ALM ;
- Le Comité Trésorerie et placement ;
- Le Comité Nouveaux produits.

Les Comités émanant du Conseil d'Administration :

- Le Comité des Risques.
- Le Comité d'Audit.
- Le Comité des Grands Engagements et Investissements.

II. PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES

En ligne avec les exigences de Bâle II et de Bâle III et des dispositions réglementaires en vigueur, CIH BANK a procédé à la formalisation des politiques des risques qui fixent, pour l'ensemble des risques, les règles et bonnes pratiques de gestion à respecter à chaque étape des processus de décision et de gestion à savoir, l'identification, la mesure, la maîtrise et le contrôle. Ces politiques sont régulièrement mises à jour et font l'objet de validation par le Conseil d'Administration de CIH BANK.

Identification

L'identification des risques constitue une étape clé dans les processus de gestion des risques de CIH BANK. A ce titre, la banque a lancé d'importantes actions pour constituer une cartographie par nature de risque.

Mesure

CIH BANK a acquis des progiciels de mesure et de gestion des risques.

Pour le risque de crédit, principal risque de la banque, le progiciel permet à CIH BANK de disposer, pour chaque client de la banque, d'une vision exhaustive de l'ensemble des engagements bilan et hors bilan, les techniques d'atténuation du risque crédit et les provisions qui leur sont associées ainsi que l'exigence en fonds propre requise.

Pour l'évaluation du risque de crédit à l'octroi, CIH BANK a mis en place un système de notation interne pour les crédits aux particuliers, les crédits à la promotion immobilière et les crédits aux entreprises. Des modèles de notation sont également élaborés pour les segments professionnels, banques et assurances.

Les systèmes de notation font l'objet de revue et backtesting réguliers.

Maîtrise

Une fois les risques identifiés et mesurés, il s'agit de veiller à leur maîtrise en vue de leur atténuation à travers des mesures dédiées à cet effet (politiques de gestion des risques, limites, plans d'urgence, ...).

Limites

L'objectif des limites est de contenir les risques à des niveaux compatibles avec les politiques internes et les seuils de tolérance aux risques fixés par le Conseil d'Administration et la Direction Générale. En plus des limites réglementaires, le dispositif de limites, actuellement en vigueur à CIHBANK, couvre les différents risques, dont les risques de crédit, de concentration, de marché, de taux et de liquidité.

Par ailleurs, CIH BANK a mis en place le dispositif ICAAP et appétence au risque. En effet, l'appétence au risque constitue le type et le niveau de risque que la banque est prête à assumer, dans le cadre de son développement et la mise en œuvre de sa stratégie. Elle est exprimée au moyen d'indicateurs clés tels que la solvabilité, la rentabilité, la liquidité et le risque de crédit. Des limites et des seuils d'alerte sont ainsi définis sur ces indicateurs clés ayant pour but de définir l'appétit au risque et de limiter la prise de risque.

Les indicateurs de Risk Appetite et les seuils d'alerte associés seront utilisés par la Direction pour anticiper les dégradations excessives des indicateurs stratégiques et d'activer les leviers d'action appropriés en cas d'atteinte des niveaux d'alerte de l'appétence au risque de la banque.

Plan d'urgence

Un plan d'urgence permet, en cas de crise, de déclencher certaines actions permettant de limiter les conséquences liées aux risques. Ce plan couvre des risques spécifiques, comme le risque de liquidité ou la continuité d'activité (PCA et PSI) en cas de survenance d'événements majeurs.

Aussi, CIH BANK a mis en place un dispositif PRCI Plan de redressement interne qui s'inscrit dans un cadre réglementaire régi par la circulaire n°4/W/2017 publiée en Juillet 2017. Il permet d'élaborer des mesures adéquates qui garantiront la viabilité financière de la banque en réaction à d'éventuels chocs extrêmes et de documenter ces mesures dans un plan de redressement avant qu'une crise ne se produise.

En plus des attentes du régulateur, le PRCI présentera des opportunités pour la banque lui permettant d'anticiper les chocs et se préparer à leur gestion, de renforcer la confiance du régulateur dans la banque, et d'identifier les éléments structurels permettant de rationaliser l'organisation et gagner en efficacité. Il constitue également un outil d'aide à la stratégie et à l'optimisation de l'allocation des ressources financières.

Contrôle et surveillance

Pour l'ensemble des activités de la banque, un contrôle de premier niveau est assuré par les opérationnels (Surveillance Permanente) et un contrôle de deuxième niveau par la Conformité et le Contrôle Permanent pour ce qui est du risque de non-conformité et les autres acteurs du contrôle interne pour les autres catégories de risque (Direction des Contrôle et Gestion des Risques, Direction Risque Opérationnel et Contrôle Permanent, Direction de la Comptabilité, RSSI...). Le Pôle Audit et Inspection Générale assure un contrôle de troisième niveau.

Par ailleurs, l'une des missions de la Direction contrôle et gestion des risques et de la Direction Risque opérationnels et contrôle Permanent, consiste à suivre et à reporter régulièrement les expositions de la banque aux différents risques et le respect des limites fixées à travers un système de Reporting

PARTIE II : DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

Éléments qualitatifs sur le dispositif de gestion du risque de l'établissement

I. RISQUE DE CREDIT

On entend par risque de crédit, le risque qu'une contrepartie ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements à l'égard de la banque. Ce risque concerne notamment les crédits octroyés, mais aussi les titres détenus et le hors bilan.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 30/06/2021

Le CIH a mis en place un dispositif de gestion et de maîtrise des risques de crédit, encadrées par la réglementation et les bonnes pratiques et s'appuyant sur un socle de politiques et de méthodes ainsi que sur son expertise notoire dans le domaine des crédits.

a. Principes de base régissant l'activité de crédit

L'activité de crédit au CIH Bank s'appuie, en particulier, sur les principes de base suivants :

- Respect de la réglementation et de la déontologie régissant l'activité de crédit ;
- Respect des normes internes et politiques de risques régissant l'octroi des crédits à la clientèle (quantum de financement, pourcentage d'endettement, taux de couverture par les garanties requises, etc.) ;
- Séparation des tâches notamment entre les structures commerciales, et les fonctions d'appréciation et de contrôle du risque.
- Double regard en matière d'analyse des demandes de crédits grands comptes opérée par des structures indépendantes ;
- Recours aux systèmes de notation en tant qu'outils d'aide à la prise de décisions d'octroi ou de renouvellement et de tarification ;
- Collégialité dans la prise de décision d'octroi des crédits ;
- Double signature de tous les actes liés à la mise en place des crédits autorisés ;
- Contrôle, en central, des garanties reçues avant toute utilisation des nouveaux concours accordés.
- Système de délégation de pouvoir approprié.
- Respect des valeurs dont la gestion des conflits d'intérêts notamment les crédits aux personnes physiques ou morales apparentées qui sont soumis, conformément à la réglementation, à la validation du Comité Stratégique, émanant du Conseil d'Administration.

Ces principes sont intégrés et détaillés dans les Politiques Risques. Ces politiques font l'objet de validation et de revues régulières par le Comité des Risques émanant du Conseil d'Administration.

b. Politiques Risques

La gestion des risques au sein de CIH BANK est encadrée par un ensemble de politiques risques organisées en une politique risque chapeau et des politiques risques par thème.

Ces politiques couvrent non seulement le volet risque de crédit, mais également les volets risques opérationnels, PCA et risques de marché, de taux et de liquidité.

Par ailleurs, le volet crédit est couvert par les politiques suivantes :

- Politique Risque Banque de l'entreprise ;
- Politique Risque Banque de l'immobilier ;
- Politique Risque Banque des particuliers ;
- Politique Risque marché des professionnels ;
- Politique de provisionnement ;
- Charte des risques sensibles.

c. Comités Crédit

Des Comités sont tenus régulièrement afin d'assurer le pilotage et le suivi des travaux liés à l'activité de crédit. On distingue entre :

- Les comités d'octroi, notamment :
 - Comités Banques de l'Entreprise ;
 - Comité Banque de l'Immobilier ;
 - Comité Banque de Détail ;
 - Comité des Engagements.
- Les comités de pilotage et de suivi, notamment :
 - Comité de provisionnement ;
 - Comité grands risques ;
 - Comité risques sensibles ;
 - Comité de pilotage risque de crédit ;
 - Comité Management des risques.
- Les Comités émanant du Conseil d'Administration, notamment le Comité des Risques, le Comité d'Audit et le Comité des Grands Engagements et Investissements.

d. Procédures Engagements

Le processus d'octroi de crédit chez CIH Bank est encadré par un ensemble de procédures détaillant le mode opératoire des processus et les contrôles à réaliser.

Le processus d'octroi, tel que décrit dans nos procédures repose, entre autres, sur les principes suivants :

- Connaissance du client,
- Analyse du dossier juridique,
- Appréciation du secteur d'activité,
- Niveau d'endettement,
- Relation avec la banque,
- Garanties proposées,
- Analyse technique si nécessaire,
- Qualité de la contrepartie,
- Formalisation de la décision via le Comité Compétent,
- Respect de nos politiques risques,
- Respect du système de délégation des pouvoirs.
- Respect du dispositif de contrôle.

Le processus de mise en place des crédits s'articule autour des principales actions suivantes, respectant le principe de séparation des tâches :

- Elaboration des contrats par la Direction du Support Juridique et Contrôle par la Direction des Engagements ;
- Vérification des garanties par la Direction Traitement des Prêts ;
- Visite technique si nécessaire par la Direction des Engagements ;
- Déblocage/ Mise en place par la Direction Traitement des Prêts.

Ce processus s'appuie sur un système d'information interne permettant la traçabilité et l'auditabilité des traitements.

e. Digitalisation du processus de gestion du risque de crédit

De par l'orientation de CIH BANK d'être une banque universelle et digitale, le processus risque de crédit aux particuliers est actuellement dématérialisé et digitalisé.

f. Surveillance et pilotage du risque de crédit

Organisation de la fonction Gestion du risque de crédit

Le suivi de la gestion du risque de crédit à CIH BANK est assuré par la Gestion Globale des risques et recouvrement, notamment :

- La Direction Contrôle et Gestion des risques, au travers des entités suivantes : Pilotage du risque de crédit, Pilotage de la solvabilité et solidité financière, Risk Analytics et Modélisation.
- La Direction des Engagements : entités : Secrétariat des Comités de crédit et de recouvrement, et

Evaluation & Analyse du risque de contrepartie.

- En plus des banques commerciales, notamment : Banque des Particuliers & Professionnels, Banque de l'Entreprise et de l'Immobilier ainsi que la Banque de Financement et d'Investissement. Parallèlement aux structures centrales en charge de la gestion des risques de crédit, les structures de back office engagements distribués par les Banques opérant dans les différents segments assurent notamment un suivi quant aux conditions d'éligibilité des clients et produits relevant de leur domaine de compétence et interviennent conformément aux règles et procédures encadrant l'octroi et la gestion courante des engagements se rapportant à leur portefeuille.

Dispositif de suivi du risque de crédit

Le suivi du risque de crédit relève aussi bien des structures commerciales que de celles en charge de la gestion du risque. En plus du suivi assuré au quotidien par les structures commerciales, un suivi en central est assuré par la Direction contrôle et gestion des Risques et la Direction des Engagements. En effet, CIH BANK assure un suivi des crédits par dossier et sur base agréée à travers :

- L'analyse du risque de contrepartie lors du renouvellement ;
- La renotation annuelle du portefeuille de crédits ;
- Le suivi technique des projets immobiliers ;
- La production régulière de tableaux de bord d'indicateurs de suivi du risque de crédit ;
- Le suivi des impayés, des soldes irréguliers et des domiciliations par le risque et les métiers ;
- Le suivi des seuils réglementaires, des limites internes, des limites groupe, des ratios prudentiels et du coût du risque ;
- Des Comités spécifiques pour le suivi des risques sensibles ;
- Le déclassement automatisé des dossiers de crédits aux particuliers, et le déclassement des dossiers de grandes branches par décision du Comité Compétent.

Des reporting sont régulièrement adressés au comité des Risques, au comité de management des risques et au comité de pilotage des risques de crédit.

Système de notation de la banque

CIH BANK a mis en place des modèles et systèmes de notation par marché notamment pour les Particuliers, les Entreprises, la Promotion Immobilière, les Professionnels, les assurances, et les établissements de crédit.

Tout dossier de crédit est noté. La note est une résultante de critères quantitatifs et qualitatifs, reflétant la solvabilité dudit client et donnant une indication sur la tarification.

La dégradation des notes est un critère d'inscription au comité risques sensibles et d'inscription en bucket 2 et bucket 3 selon la norme IFRS 9.

Les modèles de notation font l'objet de backtesting et de revue.

L'appréciation de l'évolution du portefeuille crédit de la banque par le système de notation interne fait l'objet d'un reporting adressé et présenté aux comités internes compétents et au comité des risques.

- Modèle de notation des particuliers :

La notation des prêts des particuliers consiste en l'affectation d'une note aux crédits à l'habitat et à la consommation destinés aux clients particuliers sur la base de critères relatifs, d'une part à la signalétique client (Age, Situation familiale, ...) et d'autres relatifs au comportement prêt et compte (montant du prêt, durée du prêt, impayé...).

La notation des Particuliers est basée sur une approche statistique et conforme au dispositif Bâle II. La note ainsi générée reflète le niveau de risque de la contrepartie. Les notes des prêts sont générées et mises à jour automatiquement par le système d'information de la banque sur la base des données mises à jour mensuellement.

- Modèle de notation des entreprises :

Le modèle de notation pour les entreprises est à dire d'experts et a été actualisé et backtesté. A cet effet,

Un nouveau modèle de notation entreprises a été ainsi mis en place en 2019.

Le calcul de la note tient compte de critères quantitatifs financiers issus du bilan de l'entreprise, de critères qualitatifs tenant compte de la qualité du client, de son secteur d'activité et de critères liés au comportement interne et externe du client. La note est actualisée à l'occasion du renouvellement des autorisations ou du dépôt d'une nouvelle demande par le client et/ou de la revue annuelle du portefeuille des Entreprises.

- Modèle de notation de la promotion immobilière :

Le modèle de notation de la Promotion immobilière est à dire d'expert. La note étant la résultante d'une note promoteur et d'une note projet. D'autres critères sont examinés lors de la revue des notes, notamment le déroulement des projets gérés par le promoteur. Une renotation est conduite par le Middle office de la banque de l'immobilier à l'occasion d'un report et/ou de la revue annuelle du portefeuille de la promotion immobilière.

Un projet de mise en place d'un outil intégrant à la fois les modèles de notation entreprises, promotion immobilière et professionnels a été entamé en fin 2019. Ce projet est géré en lots, dont le déploiement du lot Entreprises est prévu en T1 2021. Les modèles Promotion immobilière, Professionnels et Banques sont également en cours de développement.

Revue des garanties

Le suivi de la valorisation des garanties est assuré d'une part, par la Direction traitement des prêts et d'autre part par la Direction Gestion et Contrôle des Risques lors des travaux de provisionnement trimestriels ou par le Pôle Recouvrement lorsque les dossiers leur sont transférés.

Dispositif de suivi du risque de concentration

La banque réalise un suivi particulier en ce qui concerne le risque de concentration non seulement pour se conformer aux exigences de la division des risques mais aussi dans une logique de diversification et de maîtrise des risques. Ce suivi est concrétisé via un dispositif de limites et une attention particulière accordée aux engagements dépassant 5% des fonds propres pour un même bénéficiaire via le Comité Grands Risques.

Limites fixées en termes de risque de crédit

Le suivi du risque de crédit et de concentration est étoffé d'un dispositif de limites permettant de mieux piloter l'activité et les actions à entreprendre. Le dispositif de limites, actuellement en vigueur au CIHBANK, couvre les volets suivants, en plus du Coefficient Maximum de Division des Risques (CMDR) :

- Limites par segment : des limites sont fixées pour la branche entreprise, et la branche promotion immobilière en pourcentage des fonds propres ;
- Limites par groupe ;
- Limites par groupement de ligne ;
- Limites de contrepartie (activité de marché).

Ces limites sont validées par les Comités Compétents. La politique de risques du CIHBANK prévoit une révision annuelle éventuelle ou à l'occasion de tout changement dans les spécificités relatives à l'activité du crédit ou à l'aversion de la banque au risque de crédit.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 30/06/2021

Coefficient Maximum de Division des Risques (CMDR)

Les exigences réglementaires, en termes de coefficient maximum de division des risques CMDR, imposent que les risques pondérés encourus sur un même bénéficiaire ne doivent pas excéder 20% des fonds propres. Cet indicateur est fortement suivi par BAM et les instances de gouvernance. En cas de dépassement, le montant sera déduit des fonds propres. Au 30/06/2021, le CMDR est inférieur à 20% pour l'ensemble des contreparties et est, par conséquent, conforme aux exigences réglementaires.

Processus de traitement des créances sensibles

La Direction Contrôle et Gestion des Risques procède, trimestriellement, à une sélection des risques de crédit devenus sensibles en fonction de critères qualitatifs et quantitatifs définis.

Les risques de crédit devenus sensibles sont recensés trimestriellement en fonction de critères qualitatifs et quantitatifs définis, alimentant la Watch-List des risques sensibles de la Banque. Ils font l'objet de fiches établies par les métiers et sont présentés au Comité de Suivi des Risques Sensibles qui se réunit trimestriellement pour examiner les affaires en question et proposer, le cas échéant, les transferts au Pôle Recouvrement, les déclassements ou reclassements des créances et leurs couvertures par les provisions.

Les propositions de ce Comité sont soumises au Comité de Provisionnement trimestriel pour approbation ou au comité recouvrement ou au comité engagements.

En plus du traitement des créances sensibles, les portefeuilles gérés par le Pôle Affaires Spéciales et Recouvrement font l'objet d'une analyse par le Comité de suivi des Affaires Spéciales et le Comité de Suivi du recouvrement amiable et contentieux.

Ces Comités trimestriels examinent l'évolution des portefeuilles gérés et, en particulier, les affaires à risques significatifs et décident des réajustements en termes de classification et de couverture des créances les concernant.

Système de délégation de pouvoirs

Les pouvoirs de décision en matière d'engagements sont exercés dans le respect des règles régissant les produits et services et des procédures d'instruction et de mise en place des crédits à la clientèle. En effet, CIH BANK dispose d'un recueil des pouvoirs par Banque métier (Banque de l'Entreprise, Banque de l'Immobilier, Banque des Particuliers et Professionnels), définissant les délégations de pouvoir attribuées.

Les pouvoirs des Banques métiers, en matière d'octroi de crédit et de modification des conditions de crédit, s'exercent dans le cadre de Comités correspondant à chacune des dites Banques. Les autres pouvoirs sont exercés individuellement.

Il est à préciser que les pouvoirs de décision, délégués en matière de crédit, ne s'exercent que pour la clientèle en situation régulière et pour laquelle aucune information négative ne se dégage de la consultation des diverses sources d'informations sur les risques d'origine interne (ex: incidents de paiement) ou externe (ex: Centrale des risques), la notation/score. Dans le cas contraire, la demande de crédit est soumise au Comité Compétent ;

Les décisions d'engagement s'accompagnent de l'obligation d'en assurer le suivi en vue de la récupération dans les meilleures conditions (recouvrement des impayés, suivi des dépassements...); L'avis réservé ou défavorable de la Gestion globale des Risques et Recouvrement/Direction des Engagements est bloquant pour la décision d'octroi du crédit et nécessite un pouvoir de délégation supérieur.

Qualité du portefeuille de crédit

Le volume global des créances en souffrance (CES) est en baisse continue depuis 2004. Le taux de CES s'établit à 6,48% en juin 2021 contre 6,98% en Décembre 2020. (En créances nettes d'agios réservés).

II. RISQUE OPERATIONNEL

Définition du risque opérationnel

CIH BANK définit le Risque Opérationnel comme étant « Le risque de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables à des procédures, au personnel, aux systèmes internes, ou à des événements extérieurs ». Cette définition du risque opérationnel inclut le risque légal et juridique mais exclut le risque stratégique et de réputation.

Dans certains cas, les risques de crédit ou de marché pouvant tenir leur origine d'un risque opérationnel, cette catégorie de risque nommée « risque frontière » est traitée en tant que risque opérationnel proprement dit.

a. Principes de Gestion des Risques Opérationnels

Les Principes directeurs de Gestion des Risques Opérationnels se déclinent comme suit :

- 1. **La Gestion des risques opérationnels est la responsabilité de tous** : Toutes les entités de CIH BANK, les responsables opérationnels ainsi que les employés à tous les niveaux sont concernés par la gestion des risques opérationnels relevant de leur responsabilité et de la mise en œuvre des actions permettant de gérer ces risques.

- 2. **L'approche par les processus et l'unicité du référentiel** : Le dispositif de gestion des risques opérationnels est construit autour d'une approche par les processus : La cartographie des processus étant un référentiel commun et unique au sein de CIH BANK.

- 3. **Articulation des contrôles** : La cartographie des risques est l'axe principal autour duquel s'articule la mise en place des contrôles de premier et de deuxième niveau.

- 4. **La hiérarchisation des risques opérationnels** : Le dispositif de gestion de risques opérationnel doit permettre de traiter de manière prioritaire les risques opérationnels importants pour CIH BANK.

- 5. **La gestion des risques opérationnels est un processus intégré aux autres processus** : La gestion des risques opérationnels est un élément à part entière de la planification de la stratégie et de la gestion opérationnelle.

- 6. **Le processus de gestion des risques opérationnels est un processus évolutif, en amélioration constante** : Le processus de gestion des risques opérationnels doit être constamment amélioré afin de refléter les meilleures pratiques et d'augmenter la performance de CIH BANK. La performance du processus de gestion des risques opérationnels pourra être évaluée suivant ces critères : Implication des dirigeants, participation étendue à l'ensemble de la banque, démarche structurée, suivi continu et reporting régulier, informations sur les risques relatifs à tous les niveaux d'activités et fonctions.

- 7. **La gestion des risques opérationnels est un processus supervisé** : Les organes d'administration de la gestion de risques (Conseil d'administration et Comité Risques) doivent obtenir régulièrement une vision de l'état des lieux sur les risques opérationnels majeurs et sur le dispositif de contrôle qui leur est associé.

- 8. **Le processus de gestion des risques opérationnels est auditable** : Le contrôle de l'efficacité du processus de gestion des risques opérationnels doit être effectué de manière indépendante.

Les reportings produits par la Direction Risques Opérationnels et Contrôle Permanent sont adressés au Comité Risques Opérationnels (trimestriel), au Comité Management des Risques (Trimestriel), au Comité Risques, au Comité d'Audit (trimestriel) et au Comité Contrôle Interne.

b. Politiques et procédures risques opérationnels

Conformément à la réglementation et aux bonnes pratiques, la gestion des risques opérationnels est encadrée par une politique risque opérationnel, qui est une déclinaison la politique globale de gestion des risques, et par des notes de procédures spécifiques à la gestion des risques opérationnels détaillant les règles et modalités pratiques de cette politique risques opérationnels.

Des révisions de la présente politique risques opérationnels pourront être effectuées à l'initiative de la banque ou à la demande du Comité des Risques ou Comité d'Audit.

Aussi, les risques opérationnels de type Crise - interruption de processus, sont-ils régis par la politique de continuité d'activité.

c. Processus de gestion des risques opérationnels

La Direction des Risques Opérationnels et Contrôle Permanent, rattachée à la Gestion globale des risques et recouvrement, est en charge de la gestion du Risque opérationnel. Elle intervient dans ce cadre à travers un processus défini dans la politique risques opérationnels se déclinant à travers :

- L'identification, évaluation et hiérarchisation des risques opérationnels ;
- Le traitement des risques opérationnels ;
- Le suivi du risque opérationnel.

Ce processus est intégré dans un progiciel qui est déployé depuis début 2011.

En 2020, CIH BANK a lancé un appel d'offres pour l'acquisition et la mise en place d'un nouvel outil SIGR qui prendra en charge ce processus.

Pour assoir ses interventions, la Direction a mis en place des dispositifs de gestion des risques opérationnels, notamment :

Collecte des incidents

La collecte des incidents inclut, d'un côté, les incidents à impact financier notamment sur la base des pertes, des charges courantes et non courantes et des mouvements opérés sur les provisions. Ainsi que les incidents à impact d'image notamment sur la base de l'analyse des réclamations clients selon une vision risque opérationnel.

Collecte des Indicateurs clés « KRI »

L'objectif de ce dispositif est de suivre des indicateurs chiffrés susceptibles de donner des informations sur l'environnement de risque et de contrôle (à priori et à postériori) avec comme objectifs :

- Avoir des indicateurs pertinents observés ou calculés pour qualifier et quantifier la présence du risque opérationnel ;
- Permettre au Management et au Risk Manager de compléter et contrôler les informations qui remontent dans la base des incidents et d'évaluer la pertinence du dispositif de maîtrise des risques mis en place.

Cartographie des risques opérationnels

CIH BANK a mis en place une cartographie des risques opérationnels qui s'appuie sur la cartographie des processus de la banque. Ce dispositif permet de fiabiliser les risques opérationnels déjà inventoriés, en intégrant les contrôles visant à les maîtriser, d'identifier les risques résiduels devant faire l'objet d'un suivi et d'intégrer de nouveaux risques liés à l'évolution de l'activité de CIH BANK.

La mise à jour de cette cartographie a été finalisée en mars 2019 et les livrables contiennent :

- La description des processus ;
- Les risques opérationnels ;
- Les types de risques opérationnels ;
- Les types d'impacts détaillés ;
- Les contrôles de premier et deuxième niveau ;
- L'évaluation des risques bruts (historique, projective, et prudente) ;
- L'évaluation des dispositifs de contrôles associés à chaque risque ;
- L'évaluation des risques résiduels ;
- Les plans d'atténuation des risques forts et majeurs.

Couverture des processus comptables par le dispositif de gestion des risques opérationnels

Les processus comptables font partie du périmètre couvert par la cartographie des risques opérationnels notamment des processus de support et de management, ainsi que par le dispositif de contrôle permanent.

Sécurité SI

CIH BANK a mis en place un dispositif de sécurité SI comprenant notamment :

Les contrôles sont intégrés au fonctionnement courant des opérations d'administration des SI. Ces contrôles sont réalisés systématiquement par les personnes attributaires des tâches d'administration ou de supervision. Ces derniers assurent la surveillance et la maîtrise des risques liés aux opérations qu'ils réalisent au titre de leurs fonctions.

Ces contrôles sont intégrés au niveau de l'outil d'automatisation des contrôles internes et sont alimentés régulièrement par les unités opérationnelles.

Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la cybercriminalité, des audits de sécurité et des tests d'intrusion sont réalisés chaque année en collaboration avec des prestataires spécialisés en la matière. L'objectif étant d'évaluer en continu le niveau de sécurité des plateformes et applications de la banque et en particulier celles exposées sur Internet, et le cas échéant entreprendre les actions correctives nécessaires pour pallier les faiblesses constatées.

Un volet cybercriminalité est suivi au niveau des comités suivants : Comité Organisation et SI, Comité risque opérationnel et Comité des Risques.

g. Le plan de Continuité des Activités

Le plan de continuité des activités est un plan d'action documenté, qui expose les procédures et les systèmes nécessaires pour poursuivre ou rétablir les opérations de l'établissement de façon planifiée en cas de perturbations opérationnelles majeures.

Le dispositif PCA est encadré par une Politique de continuité d'activité, et constitué entre autres d'un plan de gestion de crise, de plans de continuité opérationnels, d'un plan d'hébergement...

Aussi, des tests et exercices périodiques sont-ils réalisés afin de valider le caractère opérationnel du PCA et instaurer la culture de continuité d'activité.

Depuis sa conception initiale, le plan de continuité d'activité couvre aujourd'hui les processus vitaux de la banque. Il fait l'objet d'une mise à jour continue au regard des évolutions que connaissent les activités critiques de la Banque.

Subséquemment, CIH BANK a lancé un projet de mise à niveau et revue de tout le dispositif PCA et PSI. La mission a débuté en 2020 et sa finalisation est prévue en S1 2021.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 30/06/2021

III. RISQUE DE MARCHÉ

Définition du risque de marché

On entend par risque de marché, les risques de pertes liées aux variations des prix du marché. Ils recouvrent :

- Les risques de taux et de position sur titres de propriété relatifs aux instruments inclus dans le portefeuille de négociation ;
- Le risque de change et le risque sur produits de base encourus sur l'ensemble des éléments du bilan et du hors bilan, autres que ceux inclus dans le portefeuille de négociation.

Stratégie et Politique Risques

a. Politique Risque de marché

Dans le cadre de la stratégie globale de gestion des risques et en concomitance avec le développement substantiel que connaît l'activité de la salle des marchés de la banque, CIH BANK met actuellement en place un dispositif de maîtrise des risques portant sur les risques de taux, de change, et de contrepartie.

CIH Bank exerce ces activités soit pour le compte propre de la banque, soit pour le compte de la clientèle.

A cet effet, la politique CIH BANK prévoit les opérations et éléments de marché suivants :

- Opérations Change et monétaires avec Banques locales : Change spot, Change à terme, Prêt/Emprunt Dirhams ou Devises.
 - Opérations Change et monétaires avec Banques étrangères (Change spot, Prêt/Emprunt en Devises) : Pour la gestion de la position de change ou la trésorerie devises de CIH Bank, la SDM traite des opérations spot ou termes devises vs devises, et des opérations de prêt/Emprunt en devises.
 - Opérations de change avec les clients (Change Spot, Change à terme) : La position de change doit respecter l'équilibre en Panier (60% EUR, 40% USD). Le risque de marché de la position de change est le risque du niveau du Panier contre le cours central. La marge de fluctuation du Panier est de +/-5% contre le cours central tel que défini par Bank Al-Maghrib au 09 Mars 2020.
 - Portefeuilles Compte Propre : PTF de négociation, PTF d'investissement et PTF de placement.
- CIH Bank a le statut de teneur de marché de change selon la circulaire LC/BKAM/2018/1 de Bank Al Maghrib et doit respecter l'obligation de cotation ferme de l'USDMDAD avec un minima journalier convenu avec la banque centrale.

L'activité de marché est encadrée par une politique risque de marché et un code déontologique signé par les différents intervenants concernés.

b. Organisation de la gestion du risque de marché

Les activités de Marchés des Capitaux s'articulent autour d'un nombre d'entités et de directions qui interagissent pour la réalisation, la validation, le dénouement, la comptabilisation des opérations et la gestion des risques et des limites y afférent :

- Banque de Financement et d'investissement :
 - Direction Marché des Capitaux à travers,
 - Direction Corporate Finance.
- Direction Finances, Services à la Clientèle et Canaux alternatifs :
 - Direction Contrôle de gestion et ALM,
 - Direction Comptabilité et fiscalité,
 - Direction Flux et transactions (BO).
- Direction Gestion et Contrôle des Risques :
 - Entité Risques de marché,
 - Le Middle office salle des marchés.

Rôle de la Salle Des Marchés/ Direction Marché des Capitaux

La Salle des Marchés est en charge de la mise en œuvre de la politique de refinancement de la banque à travers le marché, de la gestion de la trésorerie et des portefeuilles titres de la banque et de la gestion de la couverture de la position de change.

Cette entité participe à l'élaboration de la stratégie de refinancement de la banque et elle est chargée de veiller au respect des limites et des ratios réglementaires relatifs à l'activité de la Salle des marchés.

Par ailleurs, cette entité répond aux besoins de la clientèle en termes de couverture du risque de change ou matières premières et fructifie les portefeuilles de transaction et de négociation de la banque. Elle intervient également dans la gestion du portefeuille en tenant compte des ratios de liquidité de la banque.

La direction marché des capitaux a pour principales missions :

- Traitement des opérations de change de la clientèle,
- Structuration de placements pour les clients,
- Gestion des portefeuilles pour compte propre,
- Gestion et optimisation de la trésorerie de la banque.

La Direction Corporate Finance est en charge de la gestion du portefeuille Actions pour compte propre.

Rôle de la Direction Contrôle et Gestion des Risques

Dans le cadre des activités de marché, la direction Gestion et Contrôle des Risques a pour rôle l'évaluation des Risques de Marché. A ce titre, elle décline la stratégie risque en politiques et limites sur les risques de marché et met en place les indicateurs de surveillance et de suivi. Par ailleurs, elle est en charge du contrôle et confirmation des opérations, des positions, et des limites, la production quotidienne des résultats et la gestion du référentiel (Tiers, valeur & indice, Forex, Titres, Limites...). Deux entités sont en charge du suivi des activités de marché :

- Entité Risques de marché pour le renforcement du contrôle et du suivi des risques liés aux activités de marché, et des limites et la production des reporting réglementaires et internes ainsi que la production des alertes.
- Le Middle office salle des marchés pour assurer le contrôle et confirmation des opérations, des positions, des limites de contrepartie et de la production quotidienne des résultats ainsi que la gestion du référentiel (Tiers, valeur & indice, Forex, Titres, Limites...).

c. Périmètre des activités de marché

Les activités de marchés chez CIH Bank portent sur quatre marchés : le marché monétaire, le marché de change, le marché obligataire et le marché des matières premières.

CIH Bank exerce ces activités soit pour le compte propre de la banque, soit pour le compte de la clientèle.

CIH Bank a le statut de teneur de marché de change selon la circulaire LC/BKAM/2018/1 de Bank Al Maghrib et doit respecter l'obligation de cotation ferme de l'USDMDAD avec un minima journalier convenu avec la banque centrale.

CIH Bank dispose d'un catalogue de produits de la Salle des Marchés contenant les fiches de produits. Ce catalogue est élaboré par la Direction Marchés des Capitaux (Salle des Marchés), revu par la Direction des Risques et par le Comité de Trésorerie et de Placements puis validé par le Comité des Engagements.

Le catalogue est enrichi au fur et à mesure du développement des activités de marché.

Dispositif de gestion, de suivi et de mesure des risques de marché :

CIH BANK dispose de :

- **Un portefeuille de négociation** dont l'encours est de **7 168 MDH** au 30/06/2021.
- **Un portefeuille d'investissement MAD** dont l'encours est de **2 649 MDH** au 30/06/2021.
- **Un portefeuille d'investissement en devises** dont l'encours est de **1 607 MDH** au 30/06/2021.
- Des titres de placement :
 - **Un portefeuille obligataire** dont l'encours est de **234,1 MDH** au 30/06/2021.
 - **Un portefeuille OPCVM MAD** dont l'encours est de **117 MDH** au 30/06/2021.
 - **Un portefeuille OPCVM en devises** dont l'encours est de **52 MDH** au 30/06/2021.
 - **Un portefeuille Actions** dont l'encours est de **13,3 MDH** au 30/06/2021.

Le portefeuille d'investissement a pour objectif de réaliser des plus-values régulières à moyen et long terme, et est constitué de titres qui doivent être détenus jusqu'à échéance. Les orientations de ce portefeuille sont données par le comité de trésorerie et de placement et l'entité Gestion Actif Passif rattachée aux Finances, Moyens et Traitements.

Le portefeuille de placement a pour objectif de réaliser des plus-values ou des rendements élevés, et est constitué de titres pouvant être cédés à n'importe quel moment.

Le portefeuille de négociation a pour objectif de réaliser des plus-values en prenant des positions suivant l'évolution du marché, la liquidité et de la courbe des taux. Il est constitué de titres dont la durée de détention ne pouvant dépasser 6 mois.

Ces portefeuilles sont séparés au niveau de gestion (Système d'information) et au niveau comptable. Sur l'activité pour le compte de la clientèle, la position de change du CIH BANK s'établit à 99,64 MMAD au 30/06/2021.

Ces activités sont suivies au quotidien par le front Office, le middle Office et les risques de marché. Un Comité de placement hebdomadaire est tenu afin d'assurer le suivi et l'analyse de l'activité de marché.

a. Mesure et gestion des risques de marché

CIH BANK a mis en place un dispositif de mesure des risques de marché reposant sur le calcul de la Value at Risk (VaR) et un système de limites.

Value at Risk

Le modèle de VaR utilisé est la VaR historique calculée via des scénarii historiques des facteurs de risques inhérents au portefeuille de négociation.

Cette perte maximale (VaR) au titre du 2ème trimestre 2021 affiche les résultats suivants :

- **Activité Taux** : La perte maximale à 1 jour avec un niveau de confiance de 99% ressort à 7.28 Millions de dirhams en moyenne sur le trimestre. Le back-testing effectué durant le 2ème trimestre 2021 n'affiche aucun dépassement (avec une perte maximale de 3,7 Millions de dirhams constatée durant le trimestre).
- **Activité Change** : La perte maximale à 1 jour avec un niveau de confiance de 99% ressort à 652 Mille dirhams en moyenne sur le trimestre. Le back testing effectué durant le 2ème trimestre 2021 n'affiche aucun dépassement (avec une perte maximale de 198 Mille dirhams constatée durant le trimestre).
- **Titres de propriété** : La perte maximale à 1 jour avec un niveau de confiance de 99% ressort à 2 848 dirhams en moyenne sur le trimestre et s'établit à 2 915 à fin Décembre. Le back testing effectué durant le 4ème trimestre 2020 n'affiche aucun dépassement (avec une perte maximale de 2 640 dirhams durant le trimestre).

A noter que la perte maximale à 1 jour avec un niveau de confiance de 99% est mesurée selon la méthode historique.

Système de limites :

L'activité de marché est-elle encadrée par des limites réglementaires et d'autres internes :

- Limites réglementaires définies par Bank Al Maghrib (10% des Fonds Propres par devises, et 20% des Fonds Propres pour la position de change globale longue ou courte).
- Limites internes : change en nominal, tailles des portefeuilles, sensibilité, par type de produit, par contrepartie et des seuils d'alerte STOP loss et STOP win.

Situation des portefeuilles de marché :

- Le Portefeuille de transaction affiche au 30/06/2021 : 7 168 MDH
 - Structure du PTF : constitué de minimum 96,65 % BDT,
 - Sensibilité: 1,85%: en cas de hausse de la courbe des taux de 100 point de base, la moins-value serait de 147,85 MMMAD,
 - Duration du PTF : 2,39 ans.
 - P&L Net : 21 612 KDH.
- Portefeuille d'investissement MAD au 30/06/2021 : 2 649 MDH
 - Sensibilité: 2,59 ;
 - Duration du PTF: 2,64 ans.
 - P&L Latent : 53 281KDH.
- Portefeuille d'investissement DEVISE au 30/06/2021 : 1 607 MDH
 - P&L Latent : 20 895 KDH.
- Placement - Portefeuille obligataire au 30/06/2021 : 234,1 MDH
 - Sensibilité PTF : 5,96.
 - Duration du PTF : 6,24 ans.
 - P&L : 7 847,2 KDH.
- Placement - OPCVM MAD au 30/06/2021 : 117 MDH
 - Rendement PTF : 4,90%.
 - P&L : 20 000 KDH

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 30/06/2021

- Placement – OPCVM en devises au 30/06/2021 : 52 MDH
 - Rendement PTF : 0,38%
 - P&L : 200 KDH
- Position de change au 30/06/2021 : 99,64 MDH
 - P&L : 93 965 KDH

b. Outils de gestion du risque de marché :

Les activités de Marchés s'appuient sur des outils permettant le traitement sécurisé des opérations, notamment :

- Application Front to Back (KONDOR) qui permet le traitement, le dénouement et le contrôle de toutes les opérations effectuées par la salle : En cours de mise en place pour remplacer le système actuel ARPSON.
- Outils pour le calcul de la consommation des fonds propres, le calcul de la VAR, la réalisation des stress tests et la production des reportings.

Risque de règlement-livraison

Le risque de règlement-livraison représente le risque que, lors du dénouement d'une opération sur un marché financier, une défaillance empêche la contrepartie de livrer le produit, alors que le CIH a déjà honoré ses engagements envers cette dernière.

Ce risque est encadré par des limites par contrepartie en distinguant entre les contreparties bénéficiant d'une convention avec la salle des marchés et les autres.

IV. GESTION ACTIF – PASSIF

La gestion Actif-Passif est assurée par la Direction ALM et Contrôle de Gestion qui est rattachée à la Direction Finances, Services à la Clientèle & Canaux Alternatifs.

La Direction Gestion et Contrôle des Risques rattachée à la Direction Gestion Globale des Risques et Recouvrement, assure le suivi des limites de taux et de liquidité et l'élaboration des stress tests.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la banque subisse une perte en raison d'une évolution défavorable des taux d'intérêt (conjuguée aux différences entre les natures de taux et les maturités des actifs et des passifs).

La mesure du risque de taux porte sur le risque de taux structurel du bilan, à l'exclusion du risque sur le portefeuille de trading éventuel (portefeuille de négociation) qui est mesuré par des dispositifs propres dans le cadre des risques de marché.

Le risque de taux est mesuré par la variation de la VAN (valeur actuelle nette) des gaps de taux fixe, entraînée par une variation des taux (hausse parallèle de la courbe des taux de +100pb).

a. Politique en matière de gestion du risque de taux d'intérêt

Pour assurer une gestion saine et exhaustive des risques de taux, CIH BANK bâtit sa stratégie de gestion ALM sur les normes d'évaluation, de contrôle et de reporting déclinées dans la politique ALM. La stratégie ALM adoptée au CIHBANK s'articule autour des principes suivants :

- Une production d'indicateurs synthétiques et compréhensibles (gap de taux, sensibilité du bilan, ...) calculés conformément aux conventions bancaires et à la réglementation ;
- La fiabilité et l'exhaustivité des indicateurs produits. Pour ce faire un contrôle est effectué en amont sur la fiabilité et la complétude des inputs par le biais d'une analyse de cohérence comptable ;
- La communication régulière aux instances de pilotage (Comité ALM, Comité d'Audit, Comité Management des Risques,) de reportings portant sur les indicateurs produits, des explications et commentaires appropriés et des solutions proposées ;
- La déclinaison des recommandations et instructions exprimées par les instances de pilotage (augmentation de capital, émission obligataire, ...etc.) aux entités opérationnelles pour mise en œuvre ;
- La veille réglementaire, méthodologique et opérationnelle ;
- Le respect du principe d'auditabilité dudit dispositif aussi bien pour les volets techniques que les volets documentaires.

La gestion des risques de taux d'intérêt au CIHBANK est assurée par la mise en œuvre d'une stratégie fondée sur les principes suivants :

- La prise en compte de contraintes de gestion du risque de taux lors de la fixation des objectifs en termes de performance financière et de politique de tarification ou de placement ;
- La mise en place de limites maximales admissibles sur la valeur et la marge du CIHBANK quelle que soit l'évolution de la courbe des taux.

b. Indicateurs de suivi du risque de taux d'intérêt

CIH BANK a mis en place des indicateurs permettant de faire un suivi rapproché en matière de risque de taux d'intérêt, notamment :

- Le calcul des Gaps de taux fixe sur les maturités allant de 1 mois à 15 ans ;
 - La sensibilité du bilan globale et ventilée en sensibilité sur les maturités court terme (0 à 7ans) et sensibilité sur les maturités long terme (→ 7ans) ;
 - La mise en place de limites relatives aux risques de taux avec les dépassements éventuels ;
- En cas de dépassement, la banque met en place des solutions pour atténuer les gaps de taux et respecter les limites.

c. Limites taux

Les limites en termes de taux d'intérêt sont proposées par la Direction Contrôle et Gestion des risques et validées par le Comité des Risques, sont les suivantes :

- Limite de la sensibilité court terme (des tombées des gaps de taux fixe sur les maturités inférieures ou égales à un an) : fixée à un pourcentage du PNB prévisionnel.
- Limite de la sensibilité de la VAN des tombées des gaps de taux fixe sur toutes les maturités, fixée à pourcentage des Fonds Propres Réglementaires.
- Limite de la sensibilité de la VAN des tombées des gaps de taux fixe sur toutes les maturités, rapportée au total Bilan.

d. Evaluation du risque global de taux

La méthode d'évaluation du risque de taux d'intérêt utilisée par CIH Bank se base sur le calcul des gaps de taux fixe (tombées ressources à taux fixe moins tombées emplois à taux fixe) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans...15 ans et plus de 15 ans). Ces gaps sont ensuite actualisés.

La différence entre cette VAN calculée avec les taux actuels et la VAN calculée avec ces taux +100 pb permet de déduire la sensibilité du bilan aux variations des taux.

Une distinction est faite également entre la sensibilité CT (maturités inférieures à 1an), la sensibilité MT (maturités entre 1 et 7 ans) et la sensibilité LT (maturités supérieures à 7 ans).

Il se dégage de l'application de cette méthode au 30/06/2021, une sensibilité du bilan de la banque, à une variation de +1% de la courbe des taux, de -218 MDH, soit 2,74% des fonds propres réglementaires.

e. Outils de gestion du risque de taux

Pour assurer la gestion des risques de taux, l'entité ALM utilise des applications Excel alimentées par le système d'informations de la banque.

f. Résultats des stress tests internes relatifs aux risques de taux d'intérêt sur le portefeuille bancaire

La sensibilité du bilan à une hausse des taux de +200 pb (sur toutes les maturités) à fin juin 2021 :

- Sensibilité sur les maturités CMT (0 à 7 ans) : +345 MDH.
- Sensibilité sur les maturités LT (> 7 ans) : -736 MDH.
- Sensibilité globale du bilan : -382 MDH.

En cas de hausse des taux de +2% sur toutes les maturités, la banque aurait à supporter un surcoût de financement de 382 MDH, soit 4,80% des fonds propres réglementaires.

Risque de Liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la banque ne puisse pas, à un moment donné, faire face à ses engagements en liquidité dans des conditions acceptables. Ce risque s'applique à l'ensemble du bilan et doit être apprécié en conditions normales et exceptionnelles.

a. Politique en matière de gestion du risque de liquidité

CIHBANK est doté d'un dispositif de mesure et de surveillance du risque de liquidité dont les principes sont explicités dans la politique ALM.

La gestion du risque de liquidité au CIHBANK se déroule selon un schéma organisationnel défini dans la politique ALM. Plusieurs organes et entités y participent directement ou indirectement.

Une saine gestion des risques ALM implique la mise en place d'une stratégie formalisée basée sur les fondamentaux suivants :

- Une évaluation de l'impact de la stratégie commerciale sur l'évolution du bilan en volume et en structure jumelée à une politique adéquate de financement ;
- Les objectifs en termes de performance financière et de politique de tarification ou de placement avec leurs contraintes ;
- Le niveau de couverture à assurer en termes de liquidité et les alternatives de financement sur des horizons court, moyen et long terme ;
- Les impacts maximums admissibles sur la valeur et la marge de CIH BANK quelle que soit l'évolution de la courbe des taux.

b. Indicateurs de suivi du risque de liquidité

CIH BANK a mis en place des indicateurs permettant de faire un suivi rapproché en matière de risque de liquidité, notamment :

- Le calcul des Gaps de liquidité sur les maturités court et moyen et long termes (en flux et en encours) ;
 - La mise en place de limites relatives au risque de liquidité avec les dépassements éventuels ;
- En cas de dépassement, la banque met en place des solutions pour atténuer les gaps de liquidité et respecter les limites.

c. Limites liquidité

Ces limites proposées par la Direction Gestion et Contrôle des Risques et validées par le Comité d'audit, sont les suivantes :

- Limite du gap statique de liquidité à 1 mois.
- Limite du gap de liquidité dynamique sur l'exercice en cours.
- Limites de transformation.

d. Le ratio de liquidité

Le ratio LCR 218,36 % à fin juin 2021 et est conforme aux exigences de Bank Al Maghrib.

Par ailleurs, en juin 2021, CIH BANK a entamé le calcul du ratio LCR en consolidé qui s'établit à 225,8%.

e. Evaluation du risque de liquidité

Le suivi du risque de liquidité est assuré via l'évaluation de la trésorerie immédiate et de la trésorerie prévisionnelle.

La gestion de la trésorerie immédiate (court terme) est assurée par la salle des marchés. Un tableau de bord quotidien est établi par le trésorier de la banque. Il permet de calculer le gap quotidien de la trésorerie en fonction de la réserve monétaire exigée, de notre solde chez BAM, des flux entrants et sortants des agences et de nos emprunts/prêts sur le marché monétaire.

- La gestion de la liquidité (MLT) est assurée par l'entité ALM. Elle s'articule autour des axes suivants :
- Calcul des gaps de liquidité (encours des ressources moins encours des emplois) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans...15 ans et plus de 15 ans) ;
- Présentation, au comité ALM, du tableau de bord ALM incluant les gaps de liquidité.

f. Stress tests liquidité

CIHBANK effectue, conformément aux recommandations réglementaires et à la politique ALM des stress tests sur le risque de liquidité. Ces Stress Tests sont réalisés avec une fréquence mensuelle et font l'objet d'un suivi régulier par le comité ALM, le comité des Risques et le comité Management des risques.

Les stress tests sur le risque de liquidité consistent à appliquer plusieurs stress scénarii avec des niveaux de chocs différents d'un scénario à l'autre. L'impact est ensuite mesuré sur le besoin additionnel de trésorerie, le ratio besoin de trésorerie/total actifs liquides et réalisables.

A fin juin 2021, les actifs liquides et disponibles permettent de couvrir le besoin éventuel de liquidité suite aux différents chocs.

Couverture des gaps de taux et de liquidité

Le Comité ALM décide, en cas de besoin, des mesures à prendre afin d'atténuer les gaps de taux fixe et les gaps de liquidité et de respecter les limites ALM. Ces mesures peuvent se traduire, entre autres, par :

- Le lancement d'opérations d'emprunts obligataires subordonnés ou classiques ;
- Le lancement d'opérations de titrisation de prêts hypothécaires ;
- L'émission de certificats de dépôts
- L'utilisation du portefeuille des bons du trésor comme moyen de couverture (cession ou acquisition en fonction du besoin) ;
- Le changement de la structure du portefeuille des prêts et emprunts en matière de nature de taux et de durée des prêts ;
- Le recours à des lignes de financement auprès d'intermédiaires financiers ;
- La mise en place, le cas échéant, d'engagements de refinancement auprès des actionnaires de référence.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 30/06/2021

Suivi des risques de taux et de liquidité

Le suivi des risques de taux et de liquidité est assuré par le Comité ALM, à travers un reporting trimestriel. En outre, un suivi régulier de ces risques est assuré par la Direction Gestion et Contrôle des Risques des Risques. Ce suivi est renforcé par des limites d'exposition à ces risques et un système de reporting régulier.

Un comité trésorerie hebdomadaire est tenu pour le suivi, entre autres, de la liquidité de la banque. Les données risques sont agrégées périodiquement afin que la Direction Générale et le Conseil d'Administration puissent disposer d'une vue globale de l'ensemble des risques de taux d'intérêt et de liquidité de CIH Bank. Ces données sont présentées au Comité ALM, au Comité Management des Risques et au Comité Risques.

Note 14 : Informations qualitatives liées aux instruments financiers du groupe

L'impact de l'application de la norme IFRS9 sur le processus de crédit et des provisions se traduit par :

- La notation périodique de l'ensemble du portefeuille de crédit et des contreparties.
- L'intégration de la classification en Buckets 1, 2 et 3, dans le processus de traitement des risques sensibles.
- L'intégration de la dimension IFRS9 dans le processus de traitement des provisions.
- Dans ce sens, le portefeuille titrisé fait désormais l'objet de notation et de traitements IFRS9.
- Projet d'amélioration des traitements des garanties.
- Le système de décision d'octroi des crédits pour les grandes branches tient compte de la provision des lignes à mettre en place même si elles sont saines.
- Amélioration du suivi des dépassements et des renouvellements des lignes.

RATIO DE SOLVABILITE ET ACTIFS PONDERES

En application des dispositions de la circulaire 14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit, les fonds propres prudentiels du CIH BANK sont composés des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2. Les fonds propres réglementaires sur base consolidée arrêtés au 31/12/2020 s'établissent à 8 077 MDH contre 7 879 MDH à fin Décembre 2019, soit une hausse de 198 MDH.

Les fonds propres de catégorie 1 sur base consolidée s'établissent 4,85 milliards de dirhams intégrant 4,04 milliards de dirhams d'instruments de Fonds propres éligibles en tant que fonds propres CET1, de 743 millions de dirhams de réserves et de résultats non distribués et 461 millions de dirhams d'intérêts minoritaires.

Les déductions opérées sur les fonds propres de base comprennent du Goodwill pour un montant de 299 MDH, la participation Marocleasing mise en équivalence pour 462 MDH, les Immobilisations Incorporables y compris les logiciels pour un montant de 392 millions de dirhams et 48 MDH relatives aux ajustements déduisant des filtres prudentiels.

L'application des dispositions transitoires afférentes aux impacts du FTA de la norme IFRS 9 a généré l'intégration de 92 MDH correspondant à 40% du montant résultant de la différence entre le montant des provisions calculées sous la norme IAS 39 au 31 Décembre 2017 et celui calculé selon la norme IFRS 9 au 01/01/2018.

Avec l'application du lissage de l'impact du FTA de la norme IFRS 9, Le Ratio de fonds propre Tier 1 s'établit à 7,54% au lieu de 7,37%.

Les fonds propres de catégorie 2 sur base consolidée s'établissent à 3,23 milliards de dirhams composés d'emprunts obligataires.

Au 31 décembre 2020, le ratio de solvabilité sur base consolidée s'établit à 15,10% contre 16,29% au 31/12/2019.

ENKDH	Décembre 2020
Fonds Propres CET1	4 035 614
Fonds Propres TIER 1	4 852 502
Fonds Propres TIER 2	3 225 135
Fonds Propres Admissibles	8 077 637
Total des Actifs Pondérés	53 501 146
Risques de Crédit pondérés	47 272 387
Risques de Marché pondérés	1 534 772
Risques Opérationnels pondérés	4 693 987
Ratio de fonds propres CET1 (minimum exigible 8%)	7.54%
Ratio de fonds propres T1 (minimum exigible 9%)	9.07%
Ratio de fonds propres total (minimum exigible 12%)	15.10%

CARACTÉRISTIQUES CONTRACTUELLES DES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DES FONDS PROPRES

Les caractéristiques des dettes subordonnées se présentent comme suit au 31/12/2020 : (en milliers MAD)

Au 31/12/2020			
Date Emission	Taux Actuel	Durée (Ans)	Capital Restant Dû en Kdh
09/01/2015	4,75%	10	53 300
18/05/2018	4,02%	10	82 600
09/01/2015	4,75%	10	626 500
09/01/2015	3,19%	10	320 200
15/12/2016	3,82%	10	39 400
15/12/2016	2,62%	10	960 600
18/05/2018	4,02%	10	417 400
18/05/2018	2,87%	10	500 000
28/12/2018	6,23%	10	150 000
28/12/2018	4,33%	10	350 000

RISQUE DE CREDIT

En application de l'approche standard, les risques pondérés au titre du risque de crédit à fin Décembre 2020 représentent 47,27 milliards de dirhams soit 88% de l'ensemble des risques rapportés aux fonds propres, pour une exigence en fonds propres de 3,78 milliards de dirhams.

RISQUE DE MARCHE

Au vu de la situation arrêtée à fin Décembre 2020, Les exigences en fonds propres au titre du risque de marché s'établissent à 122,78 millions de dirhams.

RISQUE OPERATIONNEL

En application de l'approche « indicateur de base », les risques pondérés au titre du risque opérationnel représentent 4,69 milliards de dirhams au 31 décembre 2020 pour une exigence en fonds propres de 375,52 millions de dirhams.

ELEMENTS D'INFORMATION SUR BASE INDIVIDUELLE DES FILIALES SIGNIFICATIVES

La filiale établissements de crédits du CIH BANK à savoir SOFAC CREDIT déclare, sur base sociale son ratio de solvabilité à Bank-Al-Maghrib en respect des circulaires 25/G/2006 relative au calcul des exigences en fonds propres portant sur le risque de crédit et de la circulaire 14/G/2013 (détaillée dans la notice technique NT 01/DSB/2014) relative au calcul des fonds propres réglementaires des banques et établissements de crédit.

A fin Décembre 2020 Les fonds propres réglementaires de SOFAC CREDIT s'établissent à 895 Millions de dirhams, les actifs pondérés au titre du risque de crédit s'élevant à 6,04 milliards de dirhams. Le ratio de solvabilité s'établit à 14,81%.

Projet ICAAP :

Dans le cadre de la mise en œuvre du deuxième pilier de Bale 2, CIH BANK a déployé un processus ICAAP et appétence aux risques permettant l'évaluation de l'adéquation de ses fonds propres internes. En effet, CIH Bank a lancé courant Mai 2019 un projet de mise en place de ce dispositif qui a été finalisé à fin 2019 sur le périmètre social.

Ce dispositif a été validé par le Comité des risques et le Conseil d'Administration et fait l'objet d'une présentation à Bank Al Maghrib.

Le processus interne ICAAP est développé conformément à l'interprétation des principaux textes réglementaires de Bank Al Maghrib et en se basant sur les pratiques observées au niveau international.

Le dispositif ICAAP complète l'approche réglementaire avec la quantification d'une exigence de capital couvrant les risques majeurs auxquels est exposée CIH Bank, sur la base de méthodologies qui lui sont propres. En effet, les mesures de risques déjà traitées par le Pilier 1 sont revues et, le cas échéant, complétées par des ajustements de capital interne. Les risques absents du Pilier 1 font l'objet d'un calcul spécifique de besoin de capital interne, fondé sur des approches propres à CIH Bank.

Le dispositif de mesure et du suivi du besoin de capital interne fera l'objet d'une organisation et d'une gouvernance appropriées au sein de CIH Bank.

La fonction fondamentale de l'ICAAP est de permettre à CIH Bank de s'assurer que ses fonds propres couvrent de façon adéquate l'ensemble de ses expositions aux risques et qu'ils sont maintenus, en permanence, à un niveau compatible avec le profil de risque de la banque.

CIH Bank a également défini son appétence au risque (Risk Appetite) qui constitue le type et le niveau de risque que la banque est prête à assumer, dans le cadre de son développement et la mise en œuvre de sa stratégie.

L'appétence au risque est exprimée au moyen d'indicateurs clés autour de thématiques importantes pour la banque telles que la solvabilité, la rentabilité, la liquidité et le risque de crédit. Des limites et des seuils d'alerte sont définis sur ces indicateurs clés ayant pour but de définir l'appétit au risque et de limiter la prise de risque.

L'objectif de la formalisation de l'appétence au risque est de permettre à la Direction générale et au Conseil d'administration de formaliser, normer et expliciter le niveau de risque acceptable en lien avec une stratégie donnée

Les indicateurs de Risk Appetite et les seuils d'alerte associés seront utilisés par la Direction pour anticiper les dégradations excessives des indicateurs stratégiques et d'activer les leviers d'action appropriés en cas d'atteinte des niveaux d'alerte de l'appétence au risque de CIH Bank.

Les résultats issus des exercices d'ICAAP seront rapportés annuellement à la Direction Générale et au Conseil d'Administration afin de leur permettre d'apprécier en permanence les risques inhérents à l'activité de la Banque et ceux susceptibles de se matérialiser par des impacts négatifs sur les fonds propres.

Les travaux ICAAP et appétence au risque ont été réalisés à ce stade sur le périmètre social. La mise en place des ICAAP sur le périmètre consolidé est lancée et sa finalisation est prévue en 2020.

COMPTES CONSOLIDES AU 30/06/21

(en milliers MAD)

BILAN CONSOLIDE

ACTIF IFRS	2021.Juin	2020.Déc
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, CCP	1.989.010	2.247.453
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	7.777.956	8.268.513
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	7.468.700	6.955.731
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	309.256	1.312.782
Instruments dérivés de couverture	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	893.844	696.314
Instruments de dette à la JV par capitaux propres recyclables	333.206	201.988
Instruments de KP à la JV par capitaux propres non recyclables	560.638	494.326
Titres au coût amorti	4.215.388	3.796.436
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	5.517.846	3.926.548
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	66.927.219	62.983.367
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Placements des activités d'assurance	-	-
Actifs d'impôt exigible	200.999	269.063
Actifs d'impôt différé	489.167	445.015
Comptes de régularisation et autres actifs	2.417.063	2.370.571
Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Participations dans les entreprises mise en équivalence	468.708	462.357
Immubles de placement	1.288.981	1.253.245
Immobilisations corporelles	2.201.669	2.155.605
Immobilisations incorporelles	484.622	392.445
Ecart d'acquisition	299.428	299.428
TOTAL ACTIF	95.171.899	89.566.358

BILAN CONSOLIDE

PASSIF IFRS	2021.Juin	2020.Déc
Banques centrales, trésor public, service des chèques postaux	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
Passifs financiers détenus à des fins de transactions	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	12.680.910	12.278.279
Dettes envers la clientèle	57.448.574	53.769.117
Titres de créance émis	10.280.678	10.175.730
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Passifs d'impôt exigible	231.784	331.469
Passifs d'impôts différés	298.863	237.897
Compte de régularisation et autres passifs	4.513.805	3.117.905
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Provisions techniques des contrats d'assurance	-	-
Provisions pour risques et charges	505.827	510.452
Subventions et Fonds assimilés	-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	3.710.512	3.721.265
Capitaux propres	5.500.946	5.424.245
Capital et réserves liées	2.832.474	2.832.474
Réserves consolidées	2.297.323	2.493.693
Réserves consolidées - Part du groupe	1.802.057	1.945.508
Réserves consolidées - Part des minoritaires	495.266	548.185
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	95.157	53.381
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - Part du groupe	95.157	53.381
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - Part des minoritaires	-	-
Résultat net de l'exercice	275.992	44.698
Résultat net de l'exercice - Part du groupe	264.572	80.655
Résultat net de l'exercice - Part des minoritaires	11.420	-35.957
TOTAL PASSIF	95.171.899	89.566.358

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES IFRS CONSOLIDES

	2021.Juin	2020.Juin
Intérêts, rémunérations et produits assimilés	1.710.952	1.485.599
Intérêts, rémunérations et charges assimilés	-617.046	-596.829
MARGE D'INTERETS	1.093.906	888.770
Commissions (produits)	225.149	168.832
Commissions (charges)	-76.759	-5.587
MARGE SUR COMMISSIONS	148.391	163.245
Gains ou pertes nets résultants des couvertures de position nette	-	-
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	222.216	332.407
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	76.238	128.657
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	145.978	203.751
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.930	45.781
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	3.340	-2.453
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables/dividendes	2.590	48.234
Gains ou pertes nets des instruments financiers disponibles à la vente	-	-
Gains ou pertes nets résultants de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	-	-
Gains ou pertes nets résultants du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la JVR	-	-
Gains ou pertes nets résultants du reclassement d'actifs financiers à la JV par KP en actifs financiers à la JVR	-	-
Produits nets des activités d'assurance	-	-
Produits des autres activités	198.724	463.924
Charges des autres activités	-168.577	-491.298
PRODUIT NET BANCAIRE	1.500.589	1.402.828
Charges générales d'exploitation	-762.545	-886.950
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-85.166	-76.703
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	652.878	439.176
Coût du risque de crédit	-220.872	-414.663
RESULTAT D'EXPLOITATION	432.006	24.512
Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	6.907	2.453
Gains ou pertes nets sur autres actifs	18.680	3.455
Variations de valeurs des écarts d'acquisition	-	-
RESULTAT AVANT IMPOTS	457.593	30.420
Impôts sur les bénéfices	-181.601	-15.586
Résultat net des d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-
RESULTAT NET	275.992	14.834
Résultats Minoritaires	11.420	-30.872
RESULTAT NET PART DU GROUPE	264.572	45.706
RÉSULTAT PAR ACTION (EN DIRHAM)	9,3	1,6
RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION (EN DIRHAM)	9,3	1,6

FLUX DE TRESORERIE

	2021.Juin	2020.Déc
Résultat avant impôts	457.593	112.117
+/- dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	156.232	233.039
+/- dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	56.004	860.269
+/- dotations nettes aux provisions	3.110	96.918
+/- quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(6.907)	1.645
+/- perte nette/(gain net) des activités d'investissement	(13.789)	(25.329)
+/- autres mouvements	(3.711)	(12.016)
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	190.939	1.154.526
+/- flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	(1.450.193)	3.839.746
+/- flux liés aux opérations avec la clientèle	(304.246)	(979.739)
+/- flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	68.018	(2.647.703)
+/- flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	1.407.647	(319.602)
Impôts	(181.238)	(311.648)
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	(460.012)	(418.946)
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	188.520	847.697
+/- flux liés aux actifs financiers et aux participations	(2.722)	(22.460)
+/- flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(206.071)	(925.938)
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	(208.793)	(948.398)
+/- flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(227.060)	(242.964)
+/- autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	(10.752)	25.356
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	(237.812)	(217.607)
Effet de la variation de reclassement et changement de méthode sur la trésorerie	(258.085)	(318.308)
COMPOSITION DE LA TRESORERIE		
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	2.247.041	2.565.349
Caisse, banques centrales, ccp (actif & passif)	2.247.453	2.573.522
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(412)	(8.174)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	1.988.955	2.247.041
Caisse, banques centrales, ccp (actif & passif)	1.989.010	2.247.453
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(54)	(412)
Variation de la trésorerie nette	(258.085)	(318.308)

(en milliers MAD)

NOTE-A8 - TITRES AU COÛT AMORTI

	2021.Juin	2020.Décembre
Obligations, bons du trésor et valeurs assimilées	2.627.140	2.642.283
Titres Cotés	-	-
Titres non Cotés	2.627.140	2.642.283
Autres titres de créance	1.588.248	1.154.153
Titres Cotés	-	-
Titres non Cotés	1.588.248	1.154.153
Juste valeur au bilan	4.215.388	3.796.436

NOTE-A9 - IMPOTS DIFFERES

	2021.Juin	2020.Décembre
Actifs d'impôts différés	489.167	445.015
Passifs d'impôts différés	298.863	237.897
Position nette	190.304	207.118

NOTE-A9BIS - IMPOTS COURANTS ET DIFFERES

	2021.Juin	2020.Décembre
impôts courants	200.999	269.063
impôts différés	489.167	445.015
Actifs d'impôt courants différés	690.167	714.079
impôts courants	231.784	331.469
impôts différés	298.863	237.897
Passifs d'impôt courants différés	530.648	569.366

NOTE-A1 - VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, SCP

	2021.Juin		2020.Décembre	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	1.437.379	-	1.605.962	-
Banques centrales, ccp	551.631	-	641.491	-
Total	1.989.010	-	2.247.453	-

NOTE-A2-BIS - CATEGORIES D'ACTIFS FINANCIERS

	2021.Juin	2020.Décembre
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	7.777.956	8.268.513
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	7.468.700	6.955.731
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	309.256	1.312.782
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	893.844	696.314
Instruments de dette à la JV par capitaux propres recyclables	333.206	201.988
Instruments de KP à la JV par capitaux propres non recyclables	560.638	494.326
Actifs financiers au coût amorti	77.323.240	70.706.350
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	6.197.658	3.926.548
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	66.910.194	62.983.367
Titres au coût amorti	4.215.388	3.796.436
Autres actifs financiers détenus au coût amorti	-	-

NOTE-A5 - PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

	2021.Juin	2020.Décembre
A VUE	2.839.753	1.782.665
Comptes ordinaires	1.851.595	1.801.389
Prêts et comptes au jour le jour	600.000	-
Valeurs reçues en pensions au jour le jour	400.005	-
Autres prêts et créances	-11.847	-18.724
A TERME	2.679.599	2.145.399
Comptes et prêts à terme	2.624.043	2.142.172
Prêts subordonnés et participants	-	-
Valeurs reçues en pensions à terme	50.514	-
Créances rattachées	5.043	3.227
Autres prêts et créances à terme	-	-
TOTAL BRUT	5.519.352	3.928.063
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établissements de crédit	-1.507	-1.516
TOTAL NET	5.517.846	3.926.548

CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liés au Capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Capitaux propres au : 2020.décembre	2.832.474	-	-	1.986.058	53.381	4.871.913	470.694	5.342.607
Autres changements de méthodes comptables et corrections d'erreurs	-	-	-	27.944	-	27.944	11.239	39.183
Autres mouvements	-	-	-	29.033	-	29.033	12.942	41.975
Capitaux propres corrigés	2.832.474	-	-	2.043.035	53.381	4.928.890	494.875	5.423.765
Opérations sur capital	-	-	-	-703	-	-703	-	-703
Paievements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-226.357	-	-226.357	0	-226.357
Resultat de l'exercice	-	-	-	264.572	-	264.572	11.420	275.992
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat	-	-	-	-	41.777	41.777	-	41.777
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés	-	-	-	-	41.777	41.777	-	41.777
Variation de périmètre	-	-	-	0	-	0	-	0
Capitaux propres au : 2021.juin	2.832.474	-	-	2.080.548	95.157	5.008.179	506.295	5.514.474
Autres changements de méthodes comptables et corrections d'erreurs	-	-	-	-15.837	-	-15.837	0	-15.837
Autres mouvements	-	-	-	1.918	-	1.918	391	2.308
Capitaux propres corrigés : 2021.juin	2.832.474	-	-	2.066.629	95.157	4.994.260	506.686	5.500.946

INFORMATIONS SUR LES CONTRATS DE LOCATION

	2020. Décembre	Augmentation	Diminution	Autres flux	2021.Juin
Valeur brute	186.505	14.101	-	4.603	205.209
Amortissement et dépréciation	-119.952	-35.702	5.760	2.767	-147.127
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	66.553	-21.600	5.760	7.370	58.082
Valeur brute	295.167	69.242	-5.760	-	358.649
Amortissement et dépréciation	-1.576	-859	-	-	-2.435
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	293.591	68.382	-5.760	-	356.214
TOTAL IMMOBILISATIONS	360.144	46.782	-	7.370	414.296

Actifs au titre de droits d'utilisation

	2021.Juin	2020.Décembre
Immobilisations corporelles	2.201.669	2.155.605
Dont: droit d'utilisation des contrats de location	58.082	66.553
Immobilisations incorporelles	484.622	392.445
Dont: droit d'utilisation des contrats de location	356.214	293.591

Passifs au titre de dettes locatives

	2021.Juin	2020.Décembre
Comptes de régularisation et autres passifs	4.967.045	3.117.905
Dont: dettes locatives	419.696	361.332

Détail des charges de contrats de location

	2021.Juin	2020.Décembre
Intérêts et charges assimilées	-617.046	-1.237.121
Dont: charges d'intérêts sur dettes locatives	-9.135	-17.083
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-85.166	-162.303
Dont: dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-36.561	-64.879

(en milliers MAD)

NOTE-A6 - PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE

PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	Secteur public	Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	2021.Juin	2020.Décembre
Crédit de trésorerie	553.499	125.756	8.932.071	389.669	10.000.996	9.211.101
comptes à vue débiteurs	-	1	2.583.909	49.355	2.633.265	2.689.648
créances commerciales sur le maroc	-	1.466	861.375	-	862.841	792.680
crédits à l'exportation	-	2.270	18.396	60.548	81.214	184.192
autres crédits de trésorerie	553.499	122.019	5.468.392	279.766	6.423.676	5.544.580
Crédits à la consommation	-	-	2	10.750.363	10.750.365	9.320.274
Crédits à l'équipement	120.177	-	8.413.264	323.717	8.857.158	8.101.153
Crédits immobiliers	-	258.829	8.243.292	20.715.660	29.217.780	27.906.249
Autres crédits	-	4.251.549	1.404	17.701	4.270.655	4.942.109
Créances acquises par affacturage	1.176.790	-229	292.258	6.951	1.475.770	1.159.285
Intérêts courus à recevoir	-	4.449	20.525	141.267	166.240	147.563
Créances en souffrance	-	-	785.567	4.604.541	5.390.108	5.340.665
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-	-29	-394.139	-2.825.061	-3.219.230	-3.163.168
sur base individuelle	-	-29	-394.139	-2.825.061	-3.219.230	-3.163.168
sur base collective	-	-	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Créances issues des opérations de location financement	-	-	-	-	-	-
Créances relatives aux opérations de réassurance et les avances faites aux assurés	-	-	-	-	-	-
Autres prêts et créances	-	-	-	17.377	17.377	18.136
TOTAL	1.850.466	4.640.324	26.294.244	34.142.184	66.927.219	62.983.367

Portefeuille Créances sur les Etablissements de Crédit

	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
	ECL 12 mois	ECL Lifetime	ECL Lifetime	
Encours Bilan au 30/06/2021	5.519.352	-	-	5.519.352
Encours Hors Bilan au 30/06/2021	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 30/06/2021	1.507	-	-	1.507
Provisions HB sous IFRS 9 au 30/06/2021	-	-	-	-

Portefeuille Titres au Coût Amorti

	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
	ECL 12 mois	ECL Lifetime	ECL Lifetime	
Encours Bilan au 30/06/2021	4.215.388	-	-	4.215.388
Encours Hors Bilan au 30/06/2021	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 30/06/2021	-	-	-	-
Provisions HB sous IFRS 9 au 30/06/2021	-	-	-	-

Portefeuille Créances sur la Clientèle

	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
	ECL 12 mois	ECL Lifetime	ECL Lifetime	
Encours Bilan au 30/06/2021	58.049.670	5.704.127	6.387.457	70.141.254
Encours Hors Bilan au 30/06/2021	9.601.549	161.272	249.659	10.012.481
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 30/06/2021	444.798	334.296	2.266.743	3.045.838
Provisions HB sous IFRS 9 au 30/06/2021	21.574	1.669	144.955	168.197

Portefeuille Titres en Juste Valeur OCI

	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
	ECL 12 mois	ECL Lifetime	ECL Lifetime	
Encours Bilan au 30/06/2021	894.154	-	-	894.154
Encours Hors Bilan au 30/06/2021	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 30/06/2021	310	-	-	310
Provisions HB sous IFRS 9 au 30/06/2021	-	-	-	-

NOTE-P13 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	2020.Déc	Augmentation	Diminution	2021.Juin
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	2.434	6.725	-154	9.006
Provisions pour risques et charges	292.551	19	-5.141	287.429
Provisions pour affaires sociales	11.484	-	-2.764	8.720
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	203.983	10.771	-6.278	208.476
TOTAL	510.452	17.515	-14.337	513.630

NOTE-R2 - MARGE SUR COMMISSIONS

	2021.Juin			2020.Juin		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	50.024	24.669	25.355	39.133	18	39.115
Sur opérations avec les établissements de crédit	-	2	-2	-	-	-
Sur opérations avec la clientèle	37.539	-	37.539	31.372	-	31.372
Sur opérations sur titres	1.430	899	531	26	18	8
Sur opérations de change	11.055	23.769	-12.714	7.735	-	7.735
Sur opérations sur instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-
Prestation de services bancaires et financiers	175.125	52.090	123.036	129.699	5.569	124.129
Produits nets de gestions d'OPCVM	4.252	-	4.252	3.146	-	3.146
Produits nets sur moyens de paiement	105.032	-	105.032	70.022	-	70.022
Autres	65.841	52.090	13.752	56.530	5.569	50.961
Produits nets des commissions	225.149	76.759	148.391	168.832	5.587	163.245

(en milliers MAD)

NOTE-A10 - COMPTES DE REGULARISATION, ACTIFS ET PASSIFS DIVERS

	2021.Juin	2020.Décembre
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	180.171	168.350
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	86.431	130.124
Comptes d'encaissement	-	-
Part des réassureurs dans les provisions techniques	-	-
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	390.936	294.949
Autres débiteurs et actifs divers	1.759.525	1.777.148
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	2.417.063	2.370.571
Dépôts de garantie reçus	-	-
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	7.672	1.807
Comptes d'encaissement	-	-
Charges à payer et produits constatés d'avance	1.641.535	1.314.435
Autres créditeurs et passifs divers	2.864.598	1.801.663
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	4.513.805	3.117.905

GOODWILL

	2020. Décembre	Augmentation	Diminution	Perte de valeur de la période	2021.Juin
Valeur brute	299.428	-	-	-	299.428
SOFAC	174.884	-	-	-	174.884
MAROC LEASING	-	-	-	-	-
SANGHO	124.543	-	-	-	124.543
Cumul des pertes de valeur	-	-	-	-	-
Valeur nette au bilan	299.428	-	-	-	299.428

NOTE-A13 - PARTICIPATION DANS LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

	Valeur de mise en équivalence	Résultat	Total bilan	Produit des activités ordinaires	Quote part dans le résultat
MAROC LEASING	468.761	20.552	11.864.351	17.142	6.574
Maghreb Titrisation	1.409	-1.394	9.834	4.521	-409
AJARINVEST	-1.462	1.854	11.322	9.677	742
PARTICIPATIONS DANS LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE	468.708	21.012	11.885.507	31.339	6.907

NOTE-A14 - IMMEUBLES DE PLACEMENT

	Valeur brute 2020. Décembre	Acquisitions	Cessions	Reclassements et variations de périmètre	Valeur brute 2021.Juin
Immeubles de placements	1.564.101	38.441	-15.083	-40.900	1.613.239
Amort et pertes de valeurs : immeubles de placements	-310.856	-42.614	5.463	12.186	-324.259
TOTAL	1.253.245	-4.173	-9.620	-28.714	1.288.981

NOTE-P15 - DETTES SUBORDONNEES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE

	2021.Juin	2020.Décembre
Fonds de garantie à caractère mutuel	-	-
Fonds de soutien	-	-
Autres fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées à durée déterminée	3.130.000	3.130.000
Dettes subordonnées à durée indéterminée	526.306	526.306
Intérêts courus à payer sur dettes subordonnées	54.207	64.959
TOTAL	3.710.512	3.721.265

NOTE-P4- DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

	Bank Al-Maghreb, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilées au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	2021.Juin	2020.Décembre
Comptes ordinaires créditeurs	-	323.031	20.292	2.474	345.798	702.159
Valeur données en pension	6.807.187	299.944	-	-	7.107.130	4.867.173
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	6.807.187	299.944	-	-	7.107.130	4.867.173
Emprunts de trésorerie	1.746.000	2.058.745	269.261	-	4.074.006	5.579.073
- au jour le jour	-	54	-	-	54	1.110.412
- à terme	1.746.000	2.058.690	269.261	-	4.073.951	4.468.661
Emprunts financiers	973.916	-25.052	150.193	-	1.099.057	1.091.736
Autres dettes	-	26.460	-	-	26.460	21.889
Intérêts courus à payer	14.438	12.328	1.693	-	28.460	16.249
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	9.541.541	2.695.455	441.440	2.474	12.680.910	12.278.279

NOTE-A15- IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2021.Juin			2020.Décembre		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Terrains et constructions	1.728.632	215.934	1.512.699	1.698.828	188.026	1.510.802
Equipement, mobilier, installations	707.551	483.166	224.385	662.699	461.079	201.620
Biens mobiliers donnés en location	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations	1.010.831	546.246	464.585	960.207	517.025	443.182
TOTAL	3.447.015	1.245.346	2.201.669	3.321.735	1.166.130	2.155.605

NOTE-A16 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	2020.Décembre	Impact variation périmètre	Acquisitions	Cessions ou retraits	2021.Juin
Valeur brute	754.063	-7.690	114.047	-5.760	854.660
Amortissement et dépréciation	-361.618	3.602	-12.022	-	-370.037
NET	392.445	-4.088	102.025	-5.760	484.622

(en milliers MAD)

NOTE-PER - ENGAGEMENTS SOCIAUX ET AVANTAGES DU PERSONNEL

Détail des charges	2021.Juin	2020.Juin
Salaires	266.444	257.985
Charges du personnel des exercices antérieurs	-	1
Cotisations sociales	89.272	84.512
Autres rémunérations du personnel	38.448	36.229
TOTAL	394.164	378.727
Effectif fin de période	2021.Juin	2020.Juin
Employés	-	1.064
Cadres	-	1.716
TOTAL	-	2.780

	2021.Juin
Montant (Provisions) au 1er Janvier 2020	191.974
Dotations de l'exercice / charges de l'exercice	21.446
Reprise pour utilisation / prestations payées	-9.626
OCI	188
Variation de périmètre	-
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
Montant (Provisions) au 31 Décembre 2020	203.983

	2021.Juin
Montant (Provisions) au 1er Janvier 2021	203.983
Dotations de l'exercice / charges de l'exercice	10.771
Reprise pour utilisation / prestations payées	-6.278
OCI	-659
Variation de périmètre	-
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
Montant (Provisions) au 30 Juin 2021	207.817

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	Juin 2021	Décembre 20	Juin 2021	Décembre 20
Engagement net	81.144	79.334	100.084	99.174
Limitation de l'actif de retraite	-	-	-	-
Coûts des services passés non reconnus	-	-	-	-
Gains/Pertes actuariels non reconnus	-	-	-	-
Actif/Provision net figurant au bilan	81.144	79.334	100.084	99.174

SENSIBILITÉ DE L'ENGAGEMENT PAR RAPPORT AU TAUX D'ACTUALISATION

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	Juin 2021	Décembre 20	Juin 2021	Décembre 20
Sensibilité de l'engagement	-5,8%	-5,8%	-14,9%	-14,9%
Sensibilité du coût des services	-10,4%	-10,4%	-10,6%	-10,6%
Sensibilité de la charge d'intérêt (taux d'actualisation)	15,6%	16%	9,4%	9%

DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

	2021.Juin	2020.Juin
Dotations nettes des reprises aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	-81.401	-76.703
Dotations nettes des reprises aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-3.765	-
Total dotations	-85.166	-76.703

NOTE-R5 - CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

	2021.Juin	2020.Juin
Charges de personnel	396.884	381.778
Impôts et taxes	30.436	39.435
Services extérieurs et autres charges	335.226	465.737
Charges d'exploitation	762.545	886.950

NOTE-R1 - MARGE D'INTERETS

	2021.Juin	2020.Juin
Sur opérations avec les établissements de crédit	41.389	25.080
Sur opérations avec la clientèle	1.582.693	1.415.957
Intérêts courus et échus sur titres de créance	29.080	22.803
Intérêts courus et échus sur titres au coût amorti	56.862	21.420
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	928	339
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
Produits d'intérêts	1.710.952	1.485.599
Sur opérations avec les établissements de crédits	54.220	22.426
Sur opérations avec la clientèle	292.238	314.558
Titres de créance	35.440	20.708
Titres au coût amorti	9.454	2.248
Sur dettes représentées par titres	157.723	164.334
Sur dettes subordonnées	67.818	70.944
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit-bail	152	1.612
Autres intérêts et charges assimilées	-	-
Charges d'intérêts	617.046	596.829
MARGE D'INTERET	1.093.906	888.770

GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR

	2021.Juin	2020.Juin
GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JV	228.146	378.188
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	222.216	332.407
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	76.238	128.657
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	145.978	203.751
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.930	45.781
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	3.340	-2.453
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	2.590	48.234

NOTE-R4 - PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITES

	2021.Juin	2020.Juin
Produits de la promotion immobilière	-	-
Produits de l'activité hôtelière	47.197	70.645
Produits sur opération de location simple	-	-
Charges de l'activité hôtelière	-466	-3.817
Variations de juste valeur des immeubles de placement	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance	-	-
Dotations & reprises sur immeubles de placement	-42.614	-14.056
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances	-	-
Autres produits	151.527	393.280
Autres charges	-125.496	-473.425
Produits et charges des autres activités	30.146	-27.374

Relations entre les sociétés consolidées du Groupe

	Entreprises consolidées par intégration globale
ACTIF	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-350
Prêts et créances	-1.034.139
Comptes de régularisation et autres actifs	-103.746
PASSIF	
Banques centrales, trésor public, service des chèques postaux	-
Compte de régularisation et autres passifs	-174.482
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	-51.983
RESULTAT	
Intérêts, rémunérations et produits assimilés	-7.806
Commissions (produits)	-18.239
Commissions (charges)	5.800
Autres	14.149

[en milliers MAD]

COUT DU RISQUE

	2021.Juin	2020.Juin
Dotations aux provisions	220.367	475.478
Provisions pour dépréciations des prêts et créances	211.862	466.866
Provisions pour dépréciations des titres	-3	-2.353
Provisions pour risques et charges	8.508	10.966
Reprises de provisions	-143.668	-59.146
Reprises de provisions pour dépréciations des prêts et créances	-135.611	-56.011
Reprises de provisions pour dépréciations des titres	2	87
Reprises des provisions pour risques et charges	-8.059	-3.222
Variation des provisions	76.698	416.333
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	147.962	1.052
Récupération sur prêts et créances amorties	-3.789	-2.721
Autres pertes	-	-
COUT DU RISQUE	220.872	414.663

NOTE-R8 - GAINS ET PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS

	2021.Juin	2020.Juin
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	11.200	2.684
Plus value de cession	11.207	2.684
Moins value de cession	-7	-
Titres de capitaux propres consolidés	-	-
Plus value de cession	-	-
Moins value de cession	-	-
Gains ou pertes sur autres actifs	7.481	771
GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS	18.680	3.455

NOTE-R10 - IMPOTS SUR LES BENEFICES

	2021.Juin	2020.Juin
Charge d'impôts exigibles	-181.238	-130.482
Charge d'impôts différés	-362	114.896
Charge d'impôt de la période	-181.601	-15.586

	2021.Juin	2020.Juin
Résultat avant impôts, dépréciations sur écarts d'acquisition et résultats des sociétés MEE	457.593	30.420
Taux d'impôt théorique	37%	37%
Impôt théorique	169.309	11.255
Ecart taux mère/filiales	2.015	-5.762
Effet différences permanentes	90.437	10.092
Retraitement de la plus value de cession des titres consolidés	-	-
Effet des autres éléments	-80.160	-
Charge effective d'impôts	181.601	15.586

NOTE-R11 - ETAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

	2021.Juin	2020.Juin
Résultat net	275.992	14.834
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres	95.157	15.014
Écarts de conversion	-	-
Variations de valeur des actifs financiers, comptabilisés directement en capitaux propres	95.157	15.014
Réévaluation des immobilisations	-	-
Variations de valeur différées des instruments dérivés de couverture	-	-
Impact IAS 19/OCI	-	-
Éléments relatifs aux sociétés mises en équivalence	-	-
Total cumulé	371.150	29.848
part du groupe	359.730	60.720
part des minoritaires	11.420	-30.872

RÉSULTAT PAR ACTION DE BASE ET DILUÉ

	2021.Juin	2020.Juin
Résultat net part du Groupe	264.572	45.706
Nombre d'actions ordinaires émises	28.324.735	28.324.735
Résultat par action de base et dilué en dh	9,3	1,6

NOTE-R9 - VARIATIONS DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION

	2021.Juin	2020.Juin
Dépréciation des écarts d'acquisition actifs	-	-
Écarts d'acquisition négatifs	-	-
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Dénomination sociale	Pays	Juin 2021		Décembre 2020		Méthode de consolidation
		% intérêts	% contrôle	% intérêts	% contrôle	
CIH	Maroc	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Société mère
CIH COURTAGE	Maroc	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
CIH PATRIMMO	Maroc	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
MAGHREB TITRISATION	Maroc	29,33%	29,33%	29,33%	29,33%	Mise en équivalence
MAROC LEASING	Maroc	34,01%	34,01%	34,01%	34,01%	Mise en équivalence
SOFAC	Maroc	66,30%	66,30%	66,30%	66,30%	Intégration globale
SOFASSUR	Maroc	66,30%	66,30%	66,30%	66,30%	Intégration globale
SOFAC STRUCTURED FINANCE	Maroc	66,30%	66,30%	66,30%	66,30%	Intégration globale
TIVOLI	Maroc	89,36%	89,36%	89,36%	89,36%	Intégration globale
CREDITLOG 3	Maroc	N/A	N/A	N/A	N/A	Intégration globale
CREDITLOG 4	Maroc	-	-	N/A	N/A	Sortie du périmètre
UMNIA BANK	Maroc	40,00%	100,00%	40,00%	100,00%	Intégration globale
GHOSN ENNAKHIL	Maroc	80,00%	80,00%	80,00%	80,00%	Intégration globale
SANGHO	Maroc	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
JARINVEST	Maroc	40,00%	40,00%	40,00%	40,00%	Mise en équivalence

SECTEURS OPÉRATIONNELS

BILAN	Activité bancaire	Activité de financement spécialisé	Autres	Eliminations	Total au 2021.Juin
TOTAL BILAN	85.732.697	9.572.440	1.005.037	-1.138.275	95.171.899
Dont	-	-	-	-	-
ELEMENTS D'ACTIF	-	-	-	-	-
Valeurs en caisse, banques centrales, trésor public, ccp	1.985.614	2.870	527	-	1.989.010
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	6.028.112	43.946	50.314	-604.526	5.517.846
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	58.840.885	8.503.859	12.231	-429.756	66.927.219
Immobilisations corporelles	739.292	292.180	1.170.197	-	2.201.669
Immobilisations incorporelles	444.745	35.196	4.681	-	484.622
ELEMENTS DU PASSIF	-	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	10.818.060	2.370.403	345.572	-853.125	12.680.910
Dettes envers la clientèle	55.297.237	1.934.062	276.063	-58.788	57.448.574
Titres de créance émis	6.796.733	3.483.945	-	-	10.280.678
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	3.550.081	212.415	-	-51.983	3.710.512
Capitaux propres	5.048.156	423.528	29.261	-	5.500.946

SECTEURS OPÉRATIONNELS

BILAN	Activité bancaire	Activité de financement spécialisé	Autres	Eliminations	Total au 2021.Juin
Marges d'intérêt	882.532	212.056	1.028	-1.710	1.093.906
Marge sur commissions	121	41.575	119.134	-12.439	148.391
Produit net bancaire	1.196.476	256.157	88.545	-40.590	1.500.589
Résultat d'exploitation	230.432	151.572	50.002	-	432.006
Résultat net	133.018	97.866	45.108	-	275.992
Résultat net part du groupe	155.978	67.101	41.493	-	264.572

(en milliers MAD)

NOTE-P5 - DETTES ENVERS LA CLIENTELE

	secteur public	Entreprises Financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	2021.Juin	2020.Décembre
Comptes ordinaires créditeurs	-	236.488	7.784.579	24.935.690	32.956.757	30.153.077
Comptes d'épargne	-	-	1.360	7.636.937	7.638.297	7.081.451
Dépôts à terme	1.003.802	1.767.352	2.378.233	8.183.015	13.332.402	13.094.256
Autres comptes créditeurs	98	11.054	55.632	2.126.592	2.193.376	1.999.670
Intérêts courus à payer	-	6	32.253	109.029	141.288	162.735
Autres dettes envers la clientèle	438	49.420	244.783	891.813	1.186.454	1.277.928
TOTAL	1.004.338	2.064.320	10.496.839	43.883.076	57.448.574	53.769.116

NOTE-P6 - TITRES DE CRÉANCE ÉMIS

	2020.Décembre	Augmentation	Diminution	2021.Juin
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-
Titres de créances négociables	8.770.933	1.340.000	-1.096.000	9.014.933
Intérêts courus non échus / titres de créances négociables	89.674	-	-	59.269
Emprunts obligataires	1.000.000	-	-	1.000.000
Intérêts courus non échus / emprunts obligataires	29.322	-	-	6.243
Autres dettes représentées par un titre	223.393	-	-70.358	153.035
Intérêts courus non échus / autres dettes représentées par un titre	62.407	-	-	47.197
Total	10.175.730	1.340.000	-1.166.358	10.280.678

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

ENGAGEMENTS	30/06/2021	31/12/2020
Engagements de financements et de garantie donnés	11.541.221	10.368.756
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	211.333	-
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	211.333	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements révocables sur produits participatifs	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	8.465.832	8.307.375
- Crédits documentaires import	797.541	623.274
- Acceptations ou engagements de payer	532.418	-
- Ouvertures de crédit confirmés	5.020.412	6.101.815
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	2.115.461	1.582.285
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	19.094	629.339
- Crédits documentaires export confirmés	3.197	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Garanties de crédits données	-	-
- Autres cautions, avals et garanties donnés	15.897	629.339
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	2.844.962	1.432.042
- Garanties de crédits données	1.031.535	1.416.915
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	1.202.763	-
- Autres cautions et garanties données	589.308	-
- Engagements en souffrance	21.356	15.127
Engagements de financements et de garantie reçus	11.879.376	10.435.673
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	250.000	-
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Autres engagements de financement reçus	250.000	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	1.310	3.489
- Garanties de crédits	-	-
- Autres garanties reçues	1.310	3.489
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	11.628.066	10.432.184
- Garanties de crédits	11.628.066	10.432.184
- Autres garanties reçues	-	-

mazarsMazars Audit et Conseil
101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca**Fidarc**
Grant ThorntonFidarc Grant Thornton
7 Boulevard Driss Sjaoui
Casablanca**GRUPE CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH)****ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE CONSOLIDEE AU 30 JUIN 2021**

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire du Crédit Immobilier et Hôtelier et ses filiales (Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier) comprenant le bilan, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2021. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 5 500 946, dont un bénéfice net de KMAD 275 992.

Elle a été arrêtée par le Conseil d'Administration le 15 septembre 2021 dans un contexte évolutif de crise sanitaire de l'épidémie de Covid19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire des états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la banque et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier arrêtés au 30 juin 2021, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 16 septembre 2021

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS AUDIT ET CONSEILMAZARS AUDIT ET CONSEIL
101, Boulevard Abdelmoumen
20380 Casablanca
Tél : 05 22 42 34 25
Fax : 05 22 42 34 00Taha FERDAOUS
Associé**FIDAROC GRANT THORNTON**FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
International
7 Bd. Driss Sjaoui - Casablanca
Tél : 05 22 94 48 00 Fax : 05 22 28 88 70Ghali GUESSOUS
Associé

COMPTES SOCIAUX AU 30/06/2021

Etat A1 : Etat des principales méthodes d'évaluation appliquées

Les comptes sociaux du CIH-BANK arrêté au 30 juin 2021 ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit. Et, ils sont présentés conformément aux dispositions du PCEC.

CREANCES ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE :

Classification des créances :

Les créances sont présentées en deux catégories, les créances sur les établissements de crédit et assimilés et les créances sur la clientèle. La première catégorie est ventilée selon la durée initiale de la créance en créances à vue et créances à terme. Alors que la deuxième catégorie est ventilée selon l'objet économique de la créance en crédits de trésorerie et de consommation, crédits à l'équipement, crédits immobiliers, créances acquises par affacturage et autres crédits.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Engagements par signatures :

Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie. Les valeurs et suretés reçues en couverture des opérations de crédit réalisées avec la clientèle sont comptabilisées, au même titre que les garanties reçues des fonds et institutions marocains de garantie des crédits en hors bilan.

Créances en souffrance sur la clientèle :

Les créances en souffrance sont classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises, selon les degrés de risque prévus à la circulaire de Bank Al Maghreb. Ces créances sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur. Et, elles sont logées au niveau des « autres crédits » déduction faite des provisions et des agios réservés.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- Les créances en souffrance sont, après déduction des agios réservés et des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :
 - 20% pour les créances pré-douteuses ;
 - 50% pour les créances douteuses ;
 - 100% pour les créances compromises.
- Les créances en souffrance sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine ;
- Dès leur déclassement, les créances en souffrance donnent lieu à la constatation d'agios réservés ;
- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées à l'occasion d'accords transactionnels pour solde de tout compte ou à l'issue de procédures judiciaires ;
- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque les créances en souffrance enregistrent une évolution favorable (remboursement total ou partiel, restructuration, apurement...);
- Les dotations et reprises des provisions pour dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par ces provisions figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque ;
- Les provisions constituées au titre des créances ayant fait l'objet de restructuration, ne sont reprises qu'à l'expiration du délai d'observation de six mois après la date d'échéance du premier règlement convenu.

Généralement, les estimations des garanties sont effectuées en interne par les services de la Banque compte tenu de son expertise en la matière. Pourtant, La banque recourt de plus en plus aux rapports des expertises judiciaires et de manière ponctuelle à des experts indépendants pour l'évaluation des gages d'une valeur importante. Il est à noter que le CIH-Bank retient la valeur la plus faible lorsqu'il dispose de plusieurs estimations (estimations internes/ externes/Judiciaires).

PORTEFEUILLE DE TITRES

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du PCEC. Les titres sont classés d'une part en fonction de leur nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété) et d'autre part en fonction de l'intention (titre de transaction, de placement, d'investissement ou de participation).

Titres de transaction :

Sont des titres acquis en vue de leur revente à court terme dans le but d'en tirer un profit et qui sont négociables sur un marché actif.

A leur date d'achat, les titres de transaction sont comptabilisés à leur prix d'acquisition, frais de transaction exclus et coupon couru inclus.

A chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences, résultant des variations de prix de marché, est porté au compte de produits et charges.

Titres de placement :

Sont considérés comme des titres de placement, les titres à revenu fixe ou à revenu variable détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que l'établissement peut être amené à céder à tout moment.

A leur date d'acquisition, ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, frais inclus et coupon inclus.

Les primes et décotes sur titres de placement, résultant de la différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres à revenu fixe, font l'objet d'un étalement sur la durée de vie résiduelle des titres par la méthode actuarielle.

A chaque arrêté comptable, les titres sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent. Les moins-values latentes sont constatées par voie de provision, tandis que les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres d'investissement :

Sont les titres assortis d'une échéance fixée, acquis ou qui proviennent de la catégorie « titres de placement », avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à leur échéance.

A leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais inclus et coupon couru inclus. Les primes et décotes constatées sur titres d'investissement font l'objet d'un étalement sur la durée de vie résiduelle des titres par la méthode actuarielle.

A chaque arrêté comptable, les moins-values latentes ne font pas l'objet de provisions et les plus-values latentes ne sont pas constatées.

Titres de participation :

Sont classés parmi ces valeurs, les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la banque, permettant ou non d'exercer une influence notable, un contrôle conjoint ou un contrôle exclusif sur la société émettrice.

Les titres de participation et emplois assimilés sont comptabilisés et évalués conformément aux règles générales d'évaluations du PCEC.

Les plus et moins-values de cessions sur titres de participation sont enregistrées pour le montant net de l'opération de cession en « plus values ou moins values de cession sur actifs immobilisés » et en aval du résultat brut d'exploitation.

OPÉRATIONS LIBELLÉES EN DEVICES

Les opérations libellées en devises sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du PCEC. Ces opérations sont enregistrées dans des comptes ouverts et tenus dans chacune des devises utilisées.

A chaque arrêté comptable, les avoirs en billets de banque étrangers, traveller's chèques et lettres de crédit sont convertis en dirhams sur la base du cours rachat aux banques communiqué par Bank Al-Maghrib à la date d'arrêté des comptes. Alors que les autres éléments d'actif, de passif et de hors bilan libellés en devises sont convertis en dirhams sur la base de la moyenne des cours acheteurs et vendeurs des devises cotées par Bank Al-Maghrib lors de la clôture du marché, à la date d'arrêté des comptes ou à la date la plus récente en ce qui concerne les devises non cotées le jour de l'arrêté. A chaque arrêté comptable, les différences entre d'une part, les montants résultant de l'évaluation des comptes de positions de change et d'autre part, les montants inscrits dans les comptes de contre-valeur des positions de change sont portées au compte de produits et charges. La contrepartie de ces enregistrements est inscrite dans les comptes de contre-valeur de positions de change.

Les produits et charges courus en devises relatifs aux prêts, aux emprunts, aux titres ou aux opérations de hors bilan sont comptabilisés, après leur conversion en dirhams sur la base du cours au comptant de la devise concernée, en comptes de produits et charges.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations d'exploitation sont inscrites à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties selon la méthode linéaire. Par ailleurs, les immobilisations hors exploitation ne sont pas amorties mais font l'objet le cas échéant de provisionnement en fonction des conclusions des rapports d'expertise externe réalisés chaque année pour un certain nombre de gages et des informations disponibles à la date de l'arrêté comptable.

A l'exception des actifs immobiliers acquis par voie de dation en paiement, de vente à réméré et d'adjudication qui sont logés en autres actifs, précisément en valeurs & emplois assimilés. Ces derniers sont gérés selon les dispositions de la directive de Bank Al-Maghrib n°4/W/2021.

DETTES À VUE ET À TERME

Les dettes envers les établissements de crédit et assimilés ainsi que celles sur la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- Dettes envers les établissements de crédit et assimilés : dettes à vue et à terme ;
- Dettes envers la clientèle : Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs de la clientèle.

Les intérêts courus relatifs à ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ce poste comporte les provisions qui permettent de constater l'existence de pertes et charges dont la réalisation est probable mais l'évaluation incertaine, ou qui ne font pas face à la dépréciation d'un actif identifié.

A fin juin 2021, l'établissement a constitué une provision pour risques généraux d'un montant de 966 millions de Dirhams pour faire face aux risques probables de l'activité bancaire et plus particulièrement aux risques liés à la crise sanitaire « Covid19 ». La démarche de la banque a été d'évaluer la tendance du risque sur l'année et d'anticiper les impacts de la pandémie sur les engagements de la banque.

PRISE EN COMPTE DES INTÉRÊTS ET COMMISSIONS DANS LES COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES

Intérêts :

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachés les ayant générés en contrepartie du compte de résultat.

Commissions :

Les produits et charges qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

COMPTES SOCIAUX AU 30/06/2021

BILAN SOCIAL		
Libellé	2021.Juin	2020.Déc
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	1.624.866	1.835.279
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	5.661.951	4.696.019
- A vue	2.079.643	1.030.635
- A terme	3.582.308	3.665.384
Créances sur la clientèle	53.613.713	52.043.621
- Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	12.070.552	11.085.569
- Crédits et financements participatifs à l'équipement	9.166.123	8.393.952
- Crédits et financements participatifs immobiliers	26.046.899	25.633.757
- Autres crédits et financements participatifs	6.330.139	6.930.343
Créances acquises par affacturage	1.492.794	1.176.295
Titres de transaction et de placement	7.569.628	7.851.715
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	6.927.862	6.159.233
- Autres titres de créance	464.640	530.158
- Certificats de Sukuk	-	-
- Titres de propriété	177.126	1.162.323
Autres actifs	2.709.713	1.579.865
Titres d'investissement	4.215.388	3.796.436
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	2.616.071	2.631.125
- Autres titres de créance	1.599.316	1.165.310
- Certificats de Sukuk	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	3.026.558	3.026.158
- Participation dans les entreprises liées	2.590.134	2.589.734
- Autres titres de participation et emplois assimilés	436.424	436.424
- Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Créances subordonnées	-	-
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés	340.000	340.000
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations données en Ijara	-	-
Immobilisations incorporelles	137.174	106.031
Immobilisations corporelles	1.216.180	2.305.172
Total de l'Actif	81.607.964	78.756.591

HORS BILAN

Libellé	2021.Juin	2020.Déc
ENGAGEMENTS DONNES	11.376.422	10.207.359
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	8.533.722	8.145.977
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	1.031.535	629.340
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1.811.166	1.432.042
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	11.628.066	10.527.804
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	11.628.066	10.527.804
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

ETAT DES DEROGATIONS

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	NEANT

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II. Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

NATURE	Solde au début de l'exercice 1	Operations comptables de l'exercice 2	Declarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. TVA collectée	261.301	141.483	156.322	246.462
B. TVA à récupérer	32.668	70.540	84.816	18.392
Sur charges	26.028	55.147	67.798	13.377
Sur immobilisations	6.640	17.018	17.018	6.640
C. TVA due ou crédit de TVA (A-B)	228.632	70.944	71.506	228.070

BILAN SOCIAL		
Libellé	2021.Juin	2020.Déc
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	9.790.554	10.362.034
- A vue	206.094	1.773.598
- A terme	9.584.459	8.588.436
Dépôts de la clientèle	52.879.081	50.073.234
- Comptes à vue créditeurs	31.274.620	29.429.173
- Comptes d'épargne	7.638.297	7.081.476
- Dépôts à terme	12.642.599	11.964.542
- Autres comptes créditeurs	1.323.565	1.598.043
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	-	-
Titres de créance émis	6.796.733	7.498.329
- Titres de créance négociables	5.632.569	6.235.974
- Emprunts obligataires	1.006.243	1.029.322
- Autres titres de créance émis	157.921	233.033
Autres passifs	2.292.688	1.015.619
Provisions pour risques et charges	1.254.591	1.239.293
Provisions réglementées	-	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	3.550.081	3.564.916
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	-	-
Ecart de réévaluation	-	-
Réserves et primes liées au capital	1.379.102	1.366.635
Capital	2.832.474	2.832.474
- Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	564.993	554.713
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-0
Résultat net de l'exercice (+/-)	267.667	249.345
Total du passif	81.607.964	78.756.591

CHARGE GENERALES D'EXPLOITATION

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Charges de personnel	299.046	-
Salaires et appointements	124.103	-
Primes et Gratifications	22.454	-
Autres rémunérations du personnel	8.167	-
Charges d'assurances sociales	32.384	-
Charges de retraite	18.284	-
Charges de formation	6.793	-
Autres charges de personnel	86.860	-
Impôts et taxes	14.668	-
Taxe urbaine et taxe d'édilité	2.540	-
Patente	8.070	-
Taxes locales	-	-
Droits d'enregistrement	-	-
Timbres fiscaux et formules timbrées	-	-
Taxes sur les véhicules	41	-
Autres impôts et taxes, droits assimilés	4.017	-
Charges extérieures	156.541	-
Loyers de crédit-bail	-	-
Loyers de location simple	79.949	-
Frais d'entretien et de réparation	39.423	-
Rémunération du personnel intérimaire	-	-
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	30.237	-
Primes d'assurance	986	-
Frais d'actes et de contentieux	204	-
Frais électricité, eau, chauffage et combustible	5.743	-
Transport et déplacement	134.682	-
Transport et déplacement	13.839	-
Mission et réception	263	-
Publicité, publication et relations publiques	21.214	-
Frais postaux & de télécommunication	20.176	-
Frais de recherche et de documentation	3.184	-
Frais de conseil et d'assemblée	-	-
Dons et cotisations	23.505	-
Fournitures de bureau et imprimés	2.882	-
Autres charges externes	49.617	-
Autres charges d'exploitation	14.130	-
Frais préliminaires	2.600	-
Frais d'acquisition d'immobilisation	3.925	-
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices	1.907	-
Pénalités et délits	-	-
Rappels d'impôts autres qu'impôts sur les résultats	-	-
Dons libéralités et lots	-	-
Subventions d'investissement et d'exploitation accordées	-	-
Charges générales d'exploitation des exercices antérieurs	146	-
Diverses autres charges générales d'exploitation	5.553	-
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	55.035	-
Immobilisations incorporelles d'exploitation	1.718	-
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-
Immobilisations corporelles d'exploitation	48.043	-
Immobilisations corporelles hors exploitation	5.274	-
Prov.p/immobilisations incorporelles d'exploitation	-	-
Prov.p/immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles d'exploitation	-	-
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-

ETAT DES SOLDES DE GESTION

Libellé	2021.Juin	2020.Juin
+ Intérêts et produits assimilés	1.380.921	1.248.194
- Intérêts et charges assimilées	496.583	518.064
MARGE D'INTERET	884.339	730.130
+ Produits sur financements participatifs	-	-
- Charges sur financements participatifs	-	-
MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
+ Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
- Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Résultat des opérations d'Ijara	-	-
+ Commissions perçues	180.775	131.083
- Commissions servies	60.659	30.070
Marge sur commissions	120.115	101.013
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	73.865	130.058
+ Résultat des opérations sur titres de placement	17.887	-2.214
+ Résultat des opérations de change	97.608	95.054
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
Résultat des opérations de marché	189.360	222.898
+ Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
+ Divers autres produits bancaires	131.238	124.608
- Diverses autres charges bancaires	61.610	46.600
PRODUIT NET BANCAIRE	1.263.442	1.132.049
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	-	-100
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	10.187	3.238
- Autres charges d'exploitation non bancaire	7	-
- Charges générales d'exploitation	674.102	653.017
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	599.520	482.171
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffr	-121.921	-147.888
+ Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-54.195	-156.202
RESULTAT COURANT	423.405	178.082
RESULTAT NON COURANT	-32.430	-6.948
- Impôts sur les résultats	123.307	88.739
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	267.667	82.395

Libellé	2021.juin	2020.juin
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	267.667	82.395
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	55.035	53.896
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	100
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	308.616	168.813
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	294.034	13.459
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	7.279	1.946
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	7	-
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	-
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	330.013	289.798
- Bénéfices distribués	226.598	-
AUTOFINANCEMENT	103.415	289.798

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

	2020.Déc	2019.Déc	2018.Déc
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	5.096.854	5.232.763	3.383.629
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1- Produit net bancaire	1.263.442	1.132.049	986.938
2- Résultat avant impôts	390.974	171.134	258.768
3- Impôts sur les résultats	123.307	88.739	58.378
4- Bénéfices distribués	226.598	0	372.513
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	0	451.399	0
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale	9	3	8
Bénéfice distribué par action ou part sociale	8	0	14
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	299.046	296.792	280.237
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice			

TABEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Libellé	30/06/2021	31/12/2020
Produits d'exploitation bancaire perçus	1.945.519	3.550.935
Récupérations sur créances amorties	1.812	14.024
Produits d'exploitation non bancaire perçus	2.909	15.733
Charges d'exploitation bancaire versées	(934.576)	(1.408.853)
Charges d'exploitation non bancaire versées	(32.430)	(30.801)
Charges générales d'exploitation versées	(619.067)	(1.167.865)
Impôts sur les résultats versés	(123.307)	(215.517)
Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	240.859	757.656
Variation de :		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	(965.932)	(982.942)
Créances sur la clientèle	(1.855.790)	(8.617.150)
Titres de transaction et de placement	282.086	(153.997)
Autres actifs	(225.375)	(504.546)
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	(571.480)	4.581.966
Dépôts de la clientèle	2.805.847	8.689.867
Titres de créance émis	(701.596)	445.345
Autres passifs	1.277.070	(1.155.128)
Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	44.828	2.303.415
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	285.688	3.061.071
Produit des cessions d'immobilisations financières	-	100.000
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	21.816	476.387
Acquisition d'immobilisations financières	(470.399)	(3.369.441)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(152.056)	(318.918)
Intérêts perçus	-	-
Dividendes perçus	104.538	103.026
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	(496.101)	(3.008.947)
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
Emission de dettes subordonnées	-	-
Emission d'actions	-	-
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Intérêts versés	-	-
Dividendes versés	-	(396.546)
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-	(396.546)
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	(210.413)	(344.422)
TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	1.835.279	2.179.701
TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	1.624.866	1.835.279

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Libellé	2021.juin	2020.juin
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	2.050.059	1.863.528
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	44.381	35.009
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1.279.830	1.174.502
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	56.710	38.683
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuk	108.769	104.948
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	168.294	123.325
Autres produits bancaires	392.075	387.061
Transfert de charges sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	786.617	731.478
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	72.663	74.292
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	315.813	327.362
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	108.106	116.410
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	290.034	213.414
Transfert de produits sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	1.263.442	1.132.049
Produits d'exploitation non bancaire	10.187	3.238
Charges d'exploitation non bancaire	7	-
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	674.102	653.017
Charges de personnel	299.046	296.792
Impôts et taxes	14.668	15.059
Charges externes	291.223	278.888
Autres charges générales d'exploitation	14.130	8.382
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	55.035	53.896
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	721.274	382.651
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	217.279	209.542
Pertes sur créances irrécouvrables	147.962	785
Autres dotations aux provisions	356.033	172.323
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	545.158	78.461
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	241.509	60.827
Récupérations sur créances amorties	1.812	1.613
Autres reprises de provisions	301.838	16.022
RESULTAT COURANT	423.405	178.082
Produits non courants	0	0
Charges non courantes	32.430	6.948
RESULTAT AVANT IMPOTS	390.974	171.134
Impôts sur les résultats	123.307	88.739
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	267.667	82.395

(en milliers MAD)

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

CREANCES	Bank Al Maghrib, Trésor public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2021	Total 31/12/2020
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	293.379	-	117.202	963.991	1.374.572	1.286.745
VALEURS RECUES EN PENSION	-	400.005	50.514	-	450.519	499.955
- au jour le jour	-	400.005	-	-	400.005	-
- à terme	-	-	50.514	-	50.514	499.955
PRETS DE TRESORERIE	-	1.854.130	451.983	969.914	3.276.027	2.294.155
- à terme	-	600.000	-	-	600.000	-
- au jour le jour	-	1.254.130	451.983	969.914	2.676.027	2.294.155
PRETS FINANCIERS	-	411.667	439.034	-	850.701	867.981
CREANCES SUR FINANCEMENT PARTICIPATIF	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
AUTRES CREANCES	-	89	-	-	89	23.019
INTERETS COURUS A RECEVOIR	-	3.840	1.077	102	5.019	3.204
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-
TOTAL	293.379	2.669.731	1.059.810	1.934.007	5.956.927	4.975.059

CREANCES SUR LA CLIENTELE

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2021	Total 31/12/2020
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS DE TRESORERIE	600.544	128.787	9.106.081	381.463	10.216.875	9.411.557
- Comptes à vue débiteurs	-	1	2.795.862	53.281	2.849.144	2.890.104
- Créances commerciales sur le Maroc	-	1.466	861.375	-	862.841	792.680
- Crédits à l'exportation	-	2.270	18.396	60.548	81.214	584.193
- Autres crédits de trésorerie	600.544	125.050	5.430.448	267.634	6.423.676	5.144.580
- Autres financements participatifs de trésorerie	-	-	-	-	-	-
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS A LA CONSOMMATION	-	-	2	1.838.123	1.838.125	1.662.638
- Crédits à la consommation	-	-	2	1.838.123	1.838.125	1.662.638
- Mourabaha à la consommation	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre à la consommation	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs à la consommation	-	-	-	-	-	-
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS A L'EQUIPEMENT	125.000	-	8.595.440	336.707	9.057.147	8.315.498
- Crédits à l'équipement	125.000	-	8.595.440	336.707	9.057.147	8.315.498
- Mourabaha à l'équipement	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre à l'équipement	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs à l'équipement	-	-	-	-	-	-
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS IMMOBILIERS	-	261.834	8.338.351	17.432.775	26.032.960	25.621.939
- Crédits immobiliers	-	261.834	8.338.351	17.432.775	26.032.960	25.621.939
- Mourabaha immobilière	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre immobilière	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs immobiliers	-	-	-	-	-	-
AUTRES CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	3.775.320	472.387	8.684	4.256.391	4.935.921
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	1.184.533	-	308.261	-	1.492.794	1.165.708
INTERETS COURUS A RECEVOIR	-	4.449	20.525	117.941	142.915	126.403
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	33	324.598	1.744.668	2.069.299	1.980.253
- Créances pré-douteuses	-	33	72.738	375.292	448.063	474.188
- Créances douteuses	-	-	36.137	181.800	217.937	208.170
- Créances compromises	-	-	215.723	1.187.576	1.403.299	1.297.895
TOTAL	1.910.077	4.170.423	27.165.645	21.860.361	55.106.506	53.219.917

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 30/06/2021	Total 31/12/2021
			financiers	non financiers		
TITRES COTES	10.941	-	159.113	6.628	176.682	26.867
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
CERTIFICATS DE SUKUK	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	10.941	-	159.113	6.628	176.682	26.867
TITRES NON COTES	285.348	10.514.305	-	759.421	11.559.074	11.564.003
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	9.509.205	-	-	9.509.205	8.748.070
OBLIGATIONS	277.467	1.005.100	-	176.276	1.458.843	807.901
AUTRES TITRES DE CREANCE	7.881	-	-	583.145	591.026	876.428
CERTIFICATS DE SUKUK	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	-	-	-	-	-	1.131.603
ICNE	40.926	-	1.169	7.165	49.259	57.280
TOTAL	337.215	10.514.305	160.282	773.214	11.785.016	11.648.150

DETTES SUBORDONNEES

Rubriques	Montant global	Non apparentés	Apparentés				EXERCICE 30/06/2021	EXERCICE 31/12/2020
			Ets. de créd. & Assim.	Eses financières	Eses non financières	Autres apparentés		
Dettes subordonnées	3.500.000	-	3.500.000	-	-	-	3.500.000	3.500.000
Dettes subordonnées à durée déterminée	3.000.000	-	3.000.000	-	-	-	3.000.000	3.000.000
Titres subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès des établissements de crédit	3.000.000	-	3.000.000	-	-	-	3.000.000	3.000.000
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès de la clientèle	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	500.000	-	500.000	-	-	-	500.000	500.000
Titres subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès des établissements de crédit	400.000	-	400.000	-	-	-	400.000	400.000
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès de la clientèle	100.000	-	100.000	-	-	-	100.000	100.000
Intérêts courus à payer	50.081	-	50.081	-	-	-	50.081	64.916

(en milliers MAD)

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Instruments optionnels	-	-
Opérations diverses sur titres(débiteur)	197	-
Sommes réglées à récupérer auprès des émetteurs	197	-
Autres comptes de règlement relatif aux opérations sur titres	-	-
Débiteurs divers	567.674	-
- Sommes dues par l'Etat	543.836	-
- Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-
- Sommes diverses dues par le personnel	887	-
- Comptes clients de prestations non bancaire	-	-
- Divers autres débiteurs	22.951	-
Valeurs et emplois divers	1.080.156	-
- Valeurs et emplois divers	1.080.156	-
Comptes d'ajustement de hors bilan(débiteur)	126.104	-
Comptes d'écart sur devises et titres(débiteur)	-	-
Pertes potentielles sur opérations de couverture non dénouées	-	-
Pertes à étaler sur opérations de couvertures dénouées	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	55.789	-
"Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (débiteur)"	5.821	-
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	538.128	-
- Produits à recevoir	348.895	-
- Charges constatées d'avance	189.233	-
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs	347.716	-
Créances en souffrance sur opérations diverses	71.239	-
Provisions pour créances en souffrance sur opérations diverses	-83.112	-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	2.709.712	

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

RUBRIQUE	MONTANT
Instruments optionnels vendus	-
Comptes de règlement d'Opérations sur titres	7.672
Dettes sur titres	-
Versement à effectuer sur titres non libérés	-
Provisions pour service financier aux émetteurs	-
Sommes réglées par la clientèle à reverser aux émetteurs	-
Créditeurs divers	862.078
- Sommes dues à l'Etat	425.010
- Sommes dues aux organismes de prévoyance	39.037
- Sommes diverses dues aux actionnaires et associés.	226.841
- Sommes dues au personnel	17.779
- Fournisseurs de biens et service	44.249
- Divers autres Créditeurs	109.161
Comptes d'ajustement de hors bilan	50
Comptes d'écart sur devises et titres	-
Gains potentiels sur opérations de couverture non dénouées	-
Gains à étaler sur opérations de couvertures dénouées	-
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (créditeur)	-
Charges à payer et produits constatés d'avance	279.741
- Charges à payer	269.782
- Produits constatés d'avance	9.959
Comptes transitoires ou d'attente créditeurs	1.143.147
TOTAL	2.292.689

TITRES DE PARTICIPATIONS ET EMPLOIS ASSIMILES

Titre	Capital Social (En dirhams)	VN	Actions détenus en nombre	Actions détenus en %	Situation au 30 Juin 2021			Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
					Montant	Provisions	Montant Net des provisions	Date de clôture de l'exercice	Situation Nette	Résultat Net	
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES LIEES			14.692.136	-	2.640.234	50.100	2.590.134	-	1.280.234	74.593	76.504
MAROCLEASING	277.676.800	100	944.417	34,01%	519.341	-	519.341	31/12/2018	469.375	72.141	-
SOFAC	193.200.000	100	1.281.010	66,30%	454.861	-	454.861	31/12/2018	377.324	105.241	-
Umnia BANK	900.000.000	100	3.600.000	40,00%	360.000	-	360.000	31/12/2018	394.944	-124.239	-
MAGHREB TITRISATION	5.579.768	100	14.666	24,33%	1.796	-	1.796	31/12/2018	7.703	-378	-
PALM-BAY	100.000.000	1.000	85.000	85,00%	10.000	10.000	-	-	-	-	-
LE TIVOLI	44.462.000	100	397.303	89,36%	107.586	40.000	67.586	31/12/2018	15.149	-4.266	-
RHOSN ENNAKHIL	400.000	100	3.200	80,00%	320	-	320	31/12/2018	-48	-448	-
RHOSN ENNAKHIL DOTATION DIVERSES	-	-	-	-	57.554	-	57.554	-	-	-	-
CIH COURTAGE	1.000.000	100	10.000	100,00%	1.000	-	1.000	31/12/2018	22.054	21.005	22.500
SANGHO	494.000	100	4.940	100,00%	253.831	-	253.831	31/12/2018	9.922	5.915	-
LANA CASH	35.000.000	100	349.994	99,99%	34.999	-	34.999	-	-	-	-
HMST (Ex SCI NATHALIE)	100.000	100	1.000	100,00%	100	100	-	31/12/2018	-16.190	-376	-
CIH PATRIMMO	806.083.813	100	8.000.606	100,00%	838.444	-	838.444	-	-	-	54.004
HOLDPARTS	-	-	-	100,00%	400	-	400	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES			6.310.491	-	582.566	146.143	436.424	-	2.027.699	336.138	27.128
ATLANTASANAD	602.835.950	10	6.028.360	10,00%	410.057	-	410.057	31/12/2018	966.995	221.006	27.128
AJARINVEST	7.000.000	100	28.000	40,00%	2.800	-	2.800	31/12/2018	7.230	-4.451	-
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	98.200.000	100	70.000	7,13%	7.000	-	7.000	31/12/2016	182.731	83.632	-
L'IMMOBILIERE INTERBANCAIRE	19.000.000	100	12.670	6,67%	1.267	-	1.267	31/12/2014	21.519	216	-
INTERBANK	11.500.000	100	6.899	6,00%	690	-	690	31/12/2014	12.489	140	-
SGFG	1.000.000	100	588	5,88%	60	-	60	31/12/2017	2.423	852	-
SBVC casablanca	387.517.900	100	116.256	3,00%	11.765	-	11.765	31/12/2017	452.574	28.253	-
MAROCLEAR	100.000.000	5.000	275	1,38%	275	-	275	31/12/2017	116.876	8.438	-
DAR AD-DAMANE	75.000.000	250	2.000	0,67%	500	-	500	-	-	-	-
FONDS DE GARANTIE DE DAR ADDAMANE	-	-	-	0,00%	750	750	-	-	-	-	-
SIDI IFNI	100.000	100	200	20,00%	20	20	-	-	-	-	-
SIDETSA	6.100.000	100	9.150	15,00%	915	915	-	-	-	-	-
SUD LUXE	300.000	100	450	15,00%	45	45	-	-	-	-	-
IMEG C/C	2.100.000	100	3.000	14,29%	300	300	-	-	-	-	-
SICOPAR	37.000.000	500	7.423	10,03%	3.737	3.737	-	-	-	-	-
IDMAJ SAKANE	20.000.000	100	20.000	10,00%	2.000	-	2.000	31/12/2014	48.314	3.014	-
SED FES	10.000.000	100	5.000	5,00%	375	375	-	-	-	-	-
SMIT	100.000.000	100	219	0,02%	10	-	10	31/12/2014	216.548	-4.961	-
ADER-FES	35.000.000	100	1	0,00%	0	0	-	-	-	-	-
NEW SALAM	215.000.000	100	-	65,12%	140.000	140.000	-	-	-	-	-
TITRES DE MOUCHARAKA											
Moucharaka fixe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moucharaka dégressive	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRES DE MOUDARABA											
Moudaraba restreinte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moudaraba non restreinte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL			21.002.627	-	3.222.800	196.243	3.026.558	-	3.307.932	410.731	103.632

ETAT D'AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE

ORIGINE	MONTANT	AFFECTATION	MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER	-	B. AFFECTATION DES RESULTATS	-
. Report à nouveau	554.713	. Réserve légale	12.467
. Résultats nets en instance d'affectation	-	. Autres réserves (FACULTATIVE)	-
. Résultats net de l'exercice	249.345	. Tantième	-
. Prélèvements sur les réserves	-	. Dividendes	226.598
. Autres Prélèvements	-	. Autres affectations	-
		. Report à nouveau	564.993

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS**I. DATATION**

- . Date de clôture [1] 30 Juin 2021
 - . Date d'établissement des états de synthèse [2] Août 2021
- (1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	Défavorables Néant

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut au début de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	289.457	36.626	-	326.083	183.426	5.483	-	188.909	137.174
Droit au bail	77.343	-	-	77.343	100	-	-	100	77.243
Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	204.149	36.626	-	240.775	179.126	1.718	-	180.844	59.931
Immobilisations incorporelles hors exploitation	7.965	-	-	7.965	4.200	3.765	-	7.965	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1.871.383	77.109	16.939	1.931.552	786.842	48.043	-	834.885	1.096.668
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	719.007	5.800	-	724.807	170.797	12.069	-	182.866	541.941
Terrain d'exploitation	91.312	-	-	91.312	-	-	-	-	91.312
Immeubles d'exploitation, Bureaux	626.881	5.800	-	632.681	169.982	12.069	-	182.051	450.630
Immeubles d'exploitation, Logements de fonction	815	-	-	815	815	-	-	815	-
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	427.971	43.223	195	470.998	260.086	17.008	-	277.093	193.905
Mobilier de bureau d'exploitation	64.455	521	-	64.976	38.774	2.017	-	40.791	24.185
Matériel de bureau d'exploitation	42.439	10.204	-	52.643	26.693	2.055	-	28.748	23.895
Matériel Informatique	299.221	32.273	195	331.299	178.319	11.598	-	189.917	141.382
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	6.699	-	-	6.699	4.784	441	-	5.225	1.474
Autres matériels d'exploitation	15.157	224	-	15.381	11.516	897	-	12.412	2.968
- AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	724.405	28.086	16.744	735.747	355.959	18.966	-	374.925	360.822
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION	1.399.671	38.321	1.195.100	242.892	181.361	46.977	101.963	126.375	116.518
Terrains hors exploitation	499.619	38.056	537.074	602	11.300	25.273	36.573	-	602
Immeubles hors exploitation	808.586	-	657.215	151.371	132.595	19.569	64.612	87.553	63.818
Mobilier et matériel hors exploitation	34.797	69	776	34.090	20.848	1.363	771	21.440	12.650
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	56.670	195	35	56.830	16.617	772	7	17.382	39.448
- ECART DE FUSION ACTIF	2.994	-	-	2.994	-	-	-	-	2.994
TOTAL	3.563.506	152.056	1.212.039	2.503.522	1.151.628	100.503	101.963	1.150.169	1.353.354

TABLEAU DES PLUS ET MOINS VALUES / CESSIIONS DES IMMOBILISATIONS

Immobilisation	valeur comptable brute	Cumul des amortissements et/ou des provisions pour dépréciation	Valeur comptable nette	Prouduit de la cession	Plus-value de cession	Moins-value de cession
Immobilisation corporelles hors exploitation	15.824	1.286	14.537	21.816	7.279	-
Immobilisation incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-
Immobilisation corporelles d'exploitation	14	7	7	-	-	7
Immobilisation incorporelles d'exploitation	-	-	-	-	-	-
TOTAL	15.838	1.294	14.544	21.816	7.279	7

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2021	Total 31/12/20
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	-	62.559	7.627	70.186	105.069
VALEURS DONNEES EN PENSION	6.807.187	-	-	-	6.807.187	4.867.173
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	6.807.187	-	-	-	6.807.187	4.867.173
EMPRUNTS DE TRESORERIE	1.746.000	-	269.261	-	2.015.261	4.022.114
- au jour le jour	-	-	-	-	-	1.110.000
- à terme	1.746.000	-	269.261	-	2.015.261	2.912.114
DETTES SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
EMPRUNTS FINANCIERS	-	215.927	529.900	-	745.827	799.247
AUTRES DETTES (y compris Hamish Al Jiddiya)	-	135.909	-	-	135.909	558.482
INTERETS COURUS A PAYER	14.438	53	1.693	-	16.184	9.950
TOTAL	6.809.172	1.163.484	51.318	7.627	9.790.555	10.362.035

ÉVOLUTION DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE

1° semestre 2021	2° semestre 2020	1° semestre 2020
1.263.442,29	2.255.483,65	1.132.049,44

DEPOTS DE LA CLIENTELE

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	-	6.047	7.785.590	23.482.975	31.274.612	28.527.817
COMPTES D'EPARGNE	-	-	1.360	7.636.911	7.638.271	7.081.451
DEPOTS A TERME	1.000.000	1.760.657	2.369.224	7.324.108	12.453.989	11.659.764
AUTRES COMPTES CREDITEURS	558	62.997	312.030	995.336	1.370.921	2.641.460
INTERETS COURUS A PAYER	-	6	32.253	109.029	141.288	162.742
TOTAL	500.558	1.829.701	9.720.558	40.384.757	52.879.081	50.073.234

PROVISIONS

PROVISIONS	Stock au 31/12/2020	Dotations	Reprises	Stock au 30/06/2021
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	2.313.525	256.025	241.357	2.328.193
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	20	-	-	20
Créances sur la clientèle	1.970.876	210.554	241.355	1.940.075
Titres de placement et d'investissement	8	3	2	9
Titres de participation et emplois assimilés	196.242	-	-	196.242
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-
Autres actifs	146.378	45.468	-	191.846
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	1.239.284	317.290	301.992	1.254.583
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	2.434	6.725	154	9.006
Provisions pour risques de change	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	951.697	308.616	294.034	966.279
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	285.153	1.949	7.804	279.299
Provisions réglementées	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	3.552.809	573.315	543.349	3.582.776

CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/2020	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 30/06/2021
Ecart de réévaluation	-	-	-	-
Réserves et primes liées au capital	1.366.635	12.467	-	1.379.102
Réserve légale	256.280	12.467	-	268.747
Autres réserves (*)	-	-	-	-
Primes d'émission, de fusion et d'apport	1.110.355	-	-	1.110.355
Capital	2.832.474	-	-	2.832.474
Capital appelé	2.832.474	-	-	2.832.474
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	-	-	-	-
Actionnaires. Capital non versé	-	-	-	-
Report à nouveau (+/-)	554.713	-554.713	564.993	564.993
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	249.345	-249.345	267.667	267.667
TOTAL GENERAL	5.003.167	-791.591	832.660	5.044.235

(en milliers MAD)

TITRES DE CREANCES EMIS

NATURE DES TITRES	Date Emission	Taux actuel (%)	Nature du taux	Fréquence de révision	Prime de risque	Durée (en années)	Mode de remboursement	Échéance finale	Montant émis (Kdh)	Montant non amorti (Kdh)	ICNE (Kdh)	CRD + ICNE
Obligations ordinaires non garanties	2012/05/08	5,3	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	08/05/2022	615.000	615.000	4.822	619.822
Obligations ordinaires non garanties	2012/05/08	2,46	Taux Révisable	Annuelle	-	10	In Fine	08/05/2022	385.000	385.000	1.421	386.421
Obligations subordonnées	09/01/2015	4,75	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	09/01/2025	53.300	53.300	1.200	54.500
Obligations subordonnées	18/05/2018	4,02	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	18/05/2028	82.600	82.600	400	83.000
Obligations subordonnées	09/01/2015	4,75	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	09/01/2025	626.500	626.500	14.105	640.605
Obligations subordonnées	09/01/2015	2,49	Taux Révisable	Annuelle	-	10	In Fine	09/01/2025	320.200	320.200	3.831	324.031
Obligations subordonnées	15/12/2016	3,82	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	15/12/2026	39.400	39.400	816	40.216
Obligations subordonnées	15/12/2016	2,62	Taux Révisable	Annuelle	-	10	In Fine	15/12/2026	960.600	960.600	13.842	974.442
Obligations subordonnées	18/05/2018	4,02	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	18/05/2028	417.400	417.400	2.023	419.423
Obligations subordonnées	18/05/2018	2,19	Taux Révisable	Annuelle	-	10	In Fine	18/05/2028	500.000	500.000	1.338	501.338
Obligations subordonnées perpétuelles	28/12/2018	6,23	Taux Révisable	Annuelle	-	-	Perpétuel	Perpétuelle	150.000	150.000	4.737	154.737
Obligations subordonnées perpétuelles	28/12/2018	4,33	Taux Révisable	Annuelle	-	-	Perpétuel	Perpétuelle	350.000	350.000	7.788	357.788
SOUS TOTAL EMPRUNTS OBLIGATAIRES									4.500.000	4.500.000	56.324	4.556.324
BHBM	10/04/2004	5,83	Taux Fixe	-	-	18	Annuités constantes	10/04/2022	250.000	12.924	169	13.093
BHBM	13/03/2005	5,49	Taux Fixe	-	-	18	Annuités constantes	13/03/2023	370.000	41.018	679	41.697
BHBM	13/07/2005	5,31	Taux Fixe	-	-	18	Annuités constantes	13/07/2023	242.700	57.583	2.957	60.540
BHBM	17/01/2004	5,89	Taux Fixe	-	-	18	Annuités constantes	17/01/2022	160.000	8.650	230	8.880
BHBM	20/01/2004	5,83	Taux Fixe	-	-	18	Annuités constantes	20/01/2022	381.400	32.865	850	33.715
SOUS TOTAL BONS HBM A LONG TERME									1.404.100	153.040	4.886	157.925
CDN	20/01/2017	3,3	Taux Fixe	-	-	5	InFine	20/01/2022	30.000	30.000	439	30.439
CDN	25/04/2017	3,3	Taux Fixe	-	-	5	InFine	25/04/2022	600.000	600.000	3.635	603.635
CDN	05/05/2017	3,33	Taux Fixe	-	-	5	InFine	05/05/2022	300.000	300.000	1.560	301.560
CDN	28/09/2017	3,3	Taux Fixe	-	-	5	InFine	28/09/2022	605.000	605.000	15.097	620.097
CDN	18/05/2020	2,63	Taux Fixe	-	-	2	InFine	18/05/2022	634.000	634.000	2.010	636.010
CDN	18/05/2020	2,97	Taux Fixe	-	-	5	InFine	18/05/2025	950.000	950.000	3.401	953.401
CDN	18/05/2020	1,94	Taux Révisable	Annuelle	-	5	InFine	18/05/2025	235.000	235.000	557	235.557
CDN	29/07/2020	2	Taux Fixe	-	-	1	InFine	04/11/2021	220.000	220.000	4.062	224.062
CDN	29/07/2020	2,25	Taux Fixe	-	-	3	InFine	01/08/2023	240.300	240.300	4.992	245.292
CDN	29/07/2020	2,53	Taux Fixe	-	-	5	InFine	01/08/2025	530.000	530.000	12.380	542.380
CDN	29/09/2020	2,59	Taux Fixe	-	-	5	InFine	29/09/2025	556.000	556.000	10.850	566.850
CDN	25/06/2021	2,37	Taux Fixe	-	-	5	InFine	01/07/2026	188.000	188.000	74	188.074
CDN	25/06/2021	2,61	Taux Fixe	-	-	7	InFine	25/06/2028	485.000	485.000	211	485.211
SOUS TOTAL CERTIFICATS DE DEPOT									5.573.300	5.573.300	59.269	5.632.569

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	7.168.210	7.168.210	6.934.600	-	-	-
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	6.927.862	6.927.862	6.697.600	-	-	-
OBLIGATIONS	232.467	232.467	229.300	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	7.881	7.881	7.700	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PLACEMENT	397.961	413.595	225.000	16.488	854	7
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	221.276	220.422	225.000	-	854	3
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	176.685	193.173	-	16.488	-	4
TITRES D'INVESTISSEMENT	4.169.590	4.237.183	-	67.593	-	-
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	2.581.342	2.648.935	-	67.593	-	-
OBLIGATIONS	1.005.103	1.005.103	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	583.145	583.145	-	-	-	-

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Nom et prénom ou dénomination sociale	Adresse personnelle ou du siège social	Activité	Nbre d'actions ou de parts sociales détenues	Pourcentage du capital détenu	Pourcentage des droits de vote détenu
A - ACTIONNAIRES MAROCAINS					
MASSIRA CAPITAL MANAGEMENT	Place My Hassan B.P 408 Rabat	HOLDING	17.530.419	61,89%	61,89%
CDG EP	Tour Mamounia, Place Moulay Hassan Rabat	-	1.702.511	6,01%	6,01%
RCAR	Avenue Annakhil, Rabat 10100	-	1.251.490	4,42%	4,42%
Groupe HOLMARCOM	20 rue Mustapha EL Maani 20100 Casablanca	-	35.525	0,13%	0,13%
ATLANTASANAD	181 bd d' Anfa 20050 Casablanca - Maroc	ASSURANCES	3.390.664	11,90%	11,90%
FLOTTANT EN BOURSE	-	-	4.414.126	15,58%	15,58%
Total			28.324.735	100%	100%

CREANCES SUBORDONNEE

Rubriques	Montant global	Apparentes				Exercice 30/06/21	Exercice 31/12/20
		Ets. De cred. & Assim.	Eses financiere	Eses non financiere	Autres apparentes		
Créances subordonnées	340.000	340.000	-	-	-	340.000	340.000
Titres subordonnés des établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-	-	-
Titres subordonnés de la clientèle	-	-	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés aux établissements de crédits et assimilés	340.000	340.000	-	-	-	340.000	340.000
Prêts subordonnés à la clientèle	-	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées en souffrance	-	-	-	-	-	-	-
Agios réservés sur créances subordonnées (-) Provisions pour créances subordonnées en souffrance	-	-	-	-	-	-	-

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS

TITRES	Nombre de comptes		Montants en milliers de DH	
	31/12/2020	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2021
Titres dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	39	39	8.710.254	9.872.620
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-

ETAT DES CREANCES EN SOUFFRANCES ET DES PROVISIONS

Rubrique	30/06/2021		31/12/2020	
	Créance en souffrance	Provisions	Créance en souffrance	Provisions
Créances pré-douteuses	489.207	41.144	515.041	40.853
Créances douteuses	256.807	38.869	245.960	37.789
Créances compromises	3.263.277	1.859.979	3.189.995	1.892.101
TOTAL	4.009.291	1.939.992	3.950.996	1.970.743

[en milliers MAD]

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE		
ENGAGEMENTS	30/06/2021	31/12/2020
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	11.397.778	10.222.486
Engagements de financement en faveur d'établissement de crédit et assimilés	211.333	-
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	211.333	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Engagements révocables sur produits participatifs	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	8.322.389	8.145.977
Crédits documentaires import	797.541	623.274
Acceptations ou engagements de payer	532.418	-
Ouvertures de crédit confirmés	5.020.412	6.101.815
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Engagements révocables sur produits participatifs	-	-
Autres engagements de financement donnés	1.972.018	1.420.888
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	19.094	629.339
Crédits documentaires export confirmés	3.197	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Garanties de crédits données	-	-
Autres cautions, avals et garanties donnés	15.897	629.339
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	2.844.962	1.447.169
Garanties de crédits données	1.031.535	1.432.042
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	1.202.763	-
Autres cautions et garanties donnés	589.308	-
Engagements en souffrance	21.356	15.127
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	11.628.066	10.527.804
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	11.628.066	10.527.804
Garanties de crédits	11.628.066	10.527.804
Autres garanties reçues	-	-

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES		
	Opérations de couverture	Autres opérations
Opérations de change à terme	17.742.806	-
Devises à recevoir	790.770	-
Dirhams à livrer	759.142	-
Devises à livrer	7.892.981	-
Dirhams à recevoir	8.299.913	-
Dont swaps financiers de devises	2.046.480	-
Engagements sur produits dérivés	-	-
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	-	-
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	-	-
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-	-

ETATS NEANTS	
Code Etat	APPELATION
B08	.IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
B15	.SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE
B19	.ENGAGEMENTS SUR TITRES
	.PASSIF EVENTUEL
	.DEPOTS D'INVESTISSEMENTS PLACES
	.DEPOTS D'INVESTISSEMENTS NON RESTREINTS RECUS
	.DETTES ENVERS LA CLIENTELE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS
	.TABLEAU DES MARGES CONSTATEES D'AVANCE SUR MOURABAHA
	.IMMOBILISATIONS DONNEES EN IJARA
	.TABLEAU DE VARIATION DES BIENS ACQUIS DANS LE CADRE DE FINANCEMENTS PARTICIPATIFS
	.ACTIFS ET PASSIFS DE LA FENETRE PARTICIPATIVE
	.COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES DE LA FENETRE PARTICIPATIVE

EFFECTIFS		
EFFECTIFS (En Nombre)	30/06/2021	31/12/2020
Effectifs rémunérés		
Effectifs utilisés		
Effectifs équivalent plein temps	2133	2083
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	707	620
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	1426	1463
Cadres (équivalent plein temps)	1574	1523
Employés (équivalent plein temps)	559	560

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE						
	D≤ 1 mois	1 mois <D≤ 3 mois	3 mois <D≤ 1 an	1 an <D≤ 5 ans	D> 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2.924.048	502.497	425.351	725.351	-	4.577.247
Créances sur la clientèle	18.440.547	3.999.888	4.387.234	12.981.135	7.818.673	47.627.477
Titres de créance	-	-	394.706	2.257.914	1.914.931	4.567.551
Créances subordonnées	-	-	-	-	340.000	340.000
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	21.364.595	4.502.385	5.207.291	15.964.400	10.073.604	57.112.276
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	3.650.700	4.054.738	1.253.270	605.600	3.967	9.568.275
Dettes envers la clientèle	1.215.868	2.122.382	8.820.910	294.825	1	12.453.986
Titres de créance émis	-	-	2.838.437	3.214.898	673.000	6.726.335
Emprunts subordonnées	-	-	-	1.000.000	2.500.000	3.500.000
TOTAL	4.866.568	6.177.120	12.912.617	5.115.323	3.176.968	32.248.596

Concentration des risques sur un même bénéficiaire (risques > 10% FP)					
Nombre de bénéficiaires	Montant brut global des risques	Dont crédits par décaissement	crédits par signature (de financement et de garantie données)	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire	Risque net après application des techniques ARC et déductions
4	4.683.017.153	3.601.743.197	101.159.379	414.650.737	3.565.024.569

[en milliers MAD]

VENTILATION DE L'ACTIF, PASSIF ET HORS BILAN EN MONNAIES ETRANGERES

DESIGNATION	MONTANT
ACTIF :	
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	1.689.155
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1.924.532
Créances sur la clientèle	3.680.566
Autres actifs	1.652.306
Titres détenus	9.088
Titres de participation et emplois assimilés	-
Créances subordonnées	-
TOTAL ACTIF	8.955.647
PASSIF:	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	747.796
Dépôts de la clientèle	245.647
Autres passifs	916.920
TOTAL PASSIF	1.910.363
HORS-BILAN:	-
ENGAGEMENTS DONNES	1.232.713
ENGAGEMENTS RECUS	-

COMMISSIONS RECUES ET VERSEES

RUBRIQUE	COMMISSIONS		COMMENTAIRE
	E. CREDIT	CLIENTELE	
COMMISSIONS RECUES	1.426	179.349	-
Commissions sur fonctionnement de compte	-	21.820	-
Commissions sur moyens de paiement	-	103.460	-
Commissions sur opérations de titres	-	4	-
Commissions sur titres en gestion/en dépôt	-	4.252	-
Commissions sur prestations de service sur crédit	-	23.250	-
Produits sur activités de conseil et d'assistance	-	7.887	-
Autres produits sur prestations de service	-	7.621	-
Commissions sur moyens de paiement	-	-	-
Commissions de placement sur le marché primaire	-	-	-
Commissions de garantie sur le marché primaire	-	-	-
Commissions sur produits dérivés	1.426	-	-
Commissions sur opérations de change virement	-	11.055	-
Commissions sur opérations de change billet	-	-	-
COMMISSIONS VERSEES	2.940	57.719	-
Charges sur moyens de paiement	-	35.988	-
Commissions sur achat et vente de titres	-	-	-
Commissions sur droits de garde de titres	-	-	-
Commissions et courtages sur opérations de marché	-	-	-
Commissions sur engagements sur titres	-	-	-
Commissions sur produits dérivés	899	-	-
Commissions sur opérations de change virement	2.041	-	-
Commissions sur opérations de change billets	-	21.731	-

MARGE D'INTERET

Libellé	30/06/2021	31/12/2020
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	44.381	35.009
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	1.279.830	1.174.502
Intérêts et produits assimilés sur titres de créances	56.710	38.683
Total intérêts et produits assimilés	1.380.921	1.248.194
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	72.663	74.292
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	315.813	327.362
Intérêts et charges assimilés sur titres de créances	108.106	116.410
Total intérêts et charges assimilés	496.583	518.064
Marge d'intérêts	884.339	730.130

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS

I. DETERMINATION DU RESULTAT	MONTANT
. Résultat courant d'après le compte de produits et charges	423.405
. Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	308.616
. Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	376.970
. Résultat courant théoriquement imposable (=)	355.050
. Impôt théorique sur résultat courant (-)	131.369
. Résultat courant après impôts (=)	223.682

II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES

Néant

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Produits sur titres de placement (de propriété)	4.492	-
- Dividendes sur titres OPCVM	-	-
- Dividendes sur autres titres de propriétés	906	-
- Autres produits sur titres de propriété	3.586	-
Produits sur titres de participation et emplois assimilés	104.277	-
- Dividendes sur titres de participation	27.128	-
- Dividendes sur participations liées	76.504	-
- Autres produits sur titres de propriété	645	-

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Gains sur titres de transaction	127.243	-
Perte sur titres de transaction	53.378	-
Résultat sur titres de transaction	73.865	-
Plus-values de cession sur titres de placement	17.897	-
Moins-values de cession sur titres de placement	9	-
Résultat sur titres de placement	17.888	-
Produits sur engagement sur titres	-	-
Charges sur engagement sur titres	-	-
Résultat sur engagements sur titres	-	-
Produits sur engagement sur produits dérivés	1.426	-
Charges sur engagement sur produits dérivés	899	-
Résultat sur engagements sur produits dérivés	527	-
Produits sur opérations de change	211.983	-
Charges sur opérations de change	114.375	-
Résultat sur opérations de change	97.608	-

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

1. VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Activité bancaire	1.263.442	599.520	390.974
- Autres activités	-	-	-
TOTAL	1.263.442	599.520	390.974

2. VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- MAROC	1.263.442	599.520	390.974
- Autres zones	-	-	-
TOTAL	1.263.442	599.520	390.974

TABLEAU DE PASSAGE RC AU RF

Résultat Brut Avant Impôt		390.974
Réintégrations	A +B	319.259
Pénalités et majorations fiscales DGI, OC, autres charges sur ex antérieurs	305	
Amortissement non déductible sur matériel roulant et de service	145	
A Total réintégrations 1	450	
PRG non affectée	308.616	
PRG promotion immobilière collective	-	
PRG Covid	-	
Provision pour débiteur divers -régularisation ATD etc.	-	
Impôt contribution cohésion sociale	10.193	
B Total réintégrations 2 provisions autres que CES	318.809	
Déductions	C+D	376.970
Produits des participations	82.936	
Plus values cession OPCI	-	
C Total déductions 1	82.936	
Reprises provisions sur CES	-	
Autres reprises provisions Covid	9.450	
Reprises sur PRG	284.584	
D Total déductions 2	294.034	
Résultat Brut Fiscal	I+II-III	333.263
Reports Déficitaires antérieurs	-	
Amortissements fiscalement différés	-	
Déficit exploitation reportable	-	
Résultat Net Fiscal	IV-V	333.263
IS Brut avant imputation crédit CM	VI	123.307
Credit cotisation minimale	-	
IS de l'exercice	VII-VIII	123.307
Résultat Net	I-IX	267.667

(en milliers MAD)

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Autres produits bancaires	22.470	-
Divers autres produits bancaires	22.468	-
Quote-part sur opérations bancaires faite en commun	-	-
Produits des exercices antérieurs	423	-
Divers autres produits bancaires	22.045	-
Reprise de provisions pour dépréciation des titres de placement	2	-
Autres charges bancaires	63.654	-
Divers charges sur titres de propriété	-	-
Frais d'émission des emprunts	-	-
Autres charges sur opérations sur titres	-	-
Autres sur prestations de services	2.041	-
Divers autres charges bancaires	61.610	-
Quote-part sur opérations d'exploitation bancaires	-	-
Cotisation au fonds de garantie des déposants	44.827	-
Produits rétrocédés	-	-
Charges des exercices antérieurs	-	-
Divers autres charges bancaires	16.783	-
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement	3	-
Produits d'exploitation non bancaires	10.188	-
Produits sur valeurs et emplois assimilés	-	-
Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
Plus-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	7.279	-
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	-	-
Produits accessoires	1.426	-
Subventions reçues	-	-
Autres produits d'exploitation non bancaires	1.483	-
Charges d'exploitation non bancaires	7	-
Charges sur valeurs et emplois assimilés	-	-
Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	-
Moins-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	7	-
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	217.279	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur établissements de crédit et assimilés	-	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur clientèle	210.554	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur titres de placement	-	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur valeurs immobilisées	-	-
Dotations aux provisions pour autres créances en souffrances	-	-
Dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	6.725	-

COMPTES DE LA CLIENTELE

	30/06/2021	31/12/2020
Comptes courants	53.619	49.282
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger	30.665	30.431
Autres comptes chèques	1.828.683	1.624.274
Comptes d'affacturage	-	-
Comptes d'épargne	425.359	383.273
Comptes à terme	2.570	2.458
Bons de caisse	700	715
Autres comptes de dépôts	1.478	1.475

RESEAU

	30/06/2021	31/12/2020
Guichets permanents	310	307
Guichets périodiques	-	-
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque	530	482
Succursales et agences à l'étranger	-	-

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Pertes sur créances irrécouvrables	147.962	-
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	146.747	-
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	1.215	-
Autres dotations aux provisions	356.033	-
Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations financières	-	-
Dotations aux provisions pour dépréciations des autres risques et charges	310.565	-
Dotations aux provisions réglementées	-	-
Dotations aux autres provisions	45.468	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance	241.509	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les établissements de crédit et assimilés	-	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur la clientèle	241.355	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les titres de placement	-	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur valeurs immobilisées	-	-
Reprises de provisions pour autres créances en souffrance	-	-
Reprises de provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	154	-
Récupération sur créances amorties	1.811	-
Autres reprises de provisions	301.838	-
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Reprises de provisions pour autres risques et charges	301.838	-
Reprises de provisions réglementées	-	-
Reprises de provisions	-	-
Produits non courants	-	-
Reprises non courantes des amortissements	-	-
Reprises non courantes des provisions	-	-
Autres produits non courants	-	-
Charges non courantes	32.430	-
Dotations non courantes aux amortissements	-	-
Dotations non courantes aux provisions	-	-
Autres charges non courantes	32.430	-

mazarsMazars Audit et Conseil
101, Boulevard Abdelmoumen
CasablancaFidaroc
Grant ThorntonFidaroc Grant Thornton
7 Boulevard Driss Staoui
Casablanca**CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH)****ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX****AU 30 JUIN 2021**

En application des dispositions du Dahir n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) comprenant le bilan et le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de flux de trésorerie et une sélection d'états de l'Etat des Informations Complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2021. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 8 594 316 dont un bénéfice net de KMAD 267 667 relève de la responsabilité des organes de gestion de la banque.

Elle a été arrêtée par le Conseil d'Administration le 15 septembre 2021, dans un contexte évolutif de crise sanitaire de l'épidémie de Covid19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) arrêtés au 30 juin 2021, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 16 septembre 2021

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS AUDIT ET CONSEILMAZARS AUDIT ET CONSEIL
101, Boulevard Abdelmoumen
20380 Casablanca
Tél : 05 22 42 34 75
Fax : 05 22 42 34 00Taha FERDAOUS
Associé**FIDAROC GRANT THORNTON**FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
7 Bd. Driss Staoui - Casablanca
Tél : 05 22 94 40 90 - Fax : 05 22 28 86 70Ghali GUESSOUS
Associé